

REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE GARE DE RIBEMONT EN GÎTE DE GROUPES

Lieu

Commune de RIBEMONT (02)

Maitre d'Ouvrage

Communauté de Communes du Val de l'Oise
Chemin d'Itancourt, 02240 Mézières-sur-Oise
Tel: 03 23 66 73 17

Maitre d'Oeuvre



Sarl ARCHITECTONI

Hôtel-Dieu - 6/P Place Arnaud BISSON
02100 SAINT-QUENTIN
Tél: 03 23 04 20 55 - Fax: 03 23 65 33 75
architectoni.gauchy@wanadoo.fr

PGC

DCE

Vérifié par:	FC	N° d'affaire:	748	Echelle:	-	Nature:	PE
Auteur:	MF	Format:	-	Date:	Mai 2018	Numero:	DCE
N° de Dossier:	02-808-18			Date indice:	-	Indice:	PGC

Maîtrise d'Ouvrage	CCVO - Chemin d'Itancourt - 02240 Mézières-sur-Oise - Tel: 03.23.66.73.17
Architecte	ARCHITECTONI - Hôtel-Dieu - 6/P Place Arnaud Bisson - 02100 Saint-Quentin - Tel: 03.23.04.20.55
Economiste	Cabinet Pascal LOISON - 31 Rue du Général DE GAULLE - 59110 LA MADELEINE - Tel: 03.28.52.31.74
BET Fluides	FTE Ingenierie - 74 Boulevard Gambetta - 02100 Saint-Quentin - Tel: 03 23 08 45 40
SPS	Pascal HIRSON - 18 Rue POTEL - 02300 VIRY-NOUREUIL - Tel: 03.23.39.77.20
Bureau de Contrôle	SOCOTEC - 2 Avenue Jean Monnet - 02000 Laon - Tel: 03 23 79 26 69

Indice	Date	Modifications
-	-	-

Maître d'Ouvrage:	Maître d'Oeuvre:
-------------------	------------------

PLAN **G**ENERAL DE **C**OORDINATION

EN MATIERE DE SECURITE

ET DE PROTECTION

DE LA SANTE

OPERATION

91, Avenue Paul Lefevre
à
02240 Ribemont


Réhabilitation de la gare de Ribemont en gîte de groupe

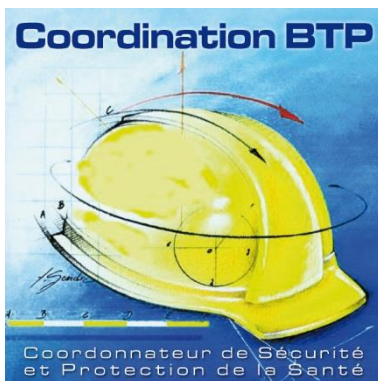




Le moyen d'être sauf, c'est de ne pas se croire en sécurité.
Thomas Fuller

Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé :

	COORDINATION BTP - Pascal HIRSON 18 Rue Potel 02300 VIRY-NOUREUIL	☎ : 03.23.39.77.20 📞 : 06.14.69.51.04 Mail : pascal.hirson.csps@orange.fr
---	---	---



PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION
En Matière de Sécurité et de
Protection de la Santé

NIVEAU : Catégorie 2 Bâtiment
 R 4532-43



Image du Chantier

Adresse du chantier
 91, Avenue Paul Lefevre

02240 Ribemont

Date : 24/05/2018

Vos références :

Réhabilitation de la gare de Ribemont en gîte de groupe

Maître d'ouvrage :



Communauté de Communes du Val de l'Oise
 Route d'Itancourt

02240 Mézières sur Oise

Maître d'œuvre :



ARCHITECTONI Sarl
 6/P Place Arnaud Bisson - Hôtel Dieu -

02100 Saint-Quentin

ACCUSE DE RECEPTION

Document à adresser par chaque Entreprise (y compris les sous-traitants) au Coordonnateur SPS dès réception,

Je soussigné,

Nom:

Prénom:

Fonction:

Entreprise (nom et adresse):.....

.....

- reconnaît avoir pris connaissance du présent Plan Général de Coordination (P.G.C.) et m'engage à mettre en œuvre tous les moyens (humains, matériels, formation...) afin que le chantier se déroule dans les meilleures conditions de sécurité possible,
- m'engage à respecter et à faire respecter par mon personnel et mes éventuels sous-traitants toutes les législations et réglementations en vigueur ainsi que les prescriptions particulières prévues sur ce chantier,
- m'engage à n'employer sur ce chantier que du personnel employé régulièrement au regard des articles L 3243 et L 1221 du Code du Travail,
- m'engage à déclarer chaque sous-traitant et à respecter les modalités d'agrément définies au marché,
- m'engage à fournir à mes éventuels sous traitants l'intégralité des consignes de sécurité et documents ayant traités à la prévention des accidents du travail, à vérifier leurs qualifications et assurances et à m'assurer que ceux ci n'emploient que du personnel déclaré conformément aux législations et réglementations alors en vigueur.

Fait à :

Le :/...../.....

Signature:

Cachet

AVERTISSEMENT GESTION DU PRESENT DOCUMENT

Pour permettre une gestion plus facile du contenu de ce document qui est appelé à être modifié assez fréquemment, les dispositions suivantes devront être suivies:

- Il sera utilisé un classeur à anneaux multiples,
- La procédure de mise à jour devra être scrupuleusement suivie.

Procédure de mise à jour et de consultation

Pour ce qui est des modifications ou ajouts à l'intérieur du présent document, ils feront l'objet d'une insertion suivant les modalités ci-après définies :

- ils seront intégrées au texte déjà écrit avec le minimum de modifications et repérées de façon perceptible (*en caractères italiques + indication de la date*),
- une identification de la modification sera ajoutée sur la page « MODIFICATIONS » prévue à cet effet.

Indice	Date	Initiateur	Objet	Page
1	24/05/2018	P. HIRSON	Création	
2				
3				
4				
5				
6				

AVANT-PROPOS

Le Plan Général de Coordination - P.G.C. - en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le Coordonnateur Sécurité de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, car les dispositions qu'il comporte sont de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Les éléments contenus dans ce document ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le Plan Général de Coordination sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications seront portées à la connaissance des entreprises. Les frais correspondants seront pris en charge par l'entreprise générale ou les entreprises dans le cadre de leur marché.

Le Plan Général de Coordination intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé ainsi que lorsqu'ils sont requis, les Plans de Prévention prévus par d'autres dispositions du Code du Travail.

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre souhaitent favoriser toutes les actions qu'il est possible d'entreprendre pour améliorer la Prévention des accidents du travail et diminuer la fréquence et la gravité de ces derniers.

Le présent Plan Général de Coordination a pour but de regrouper certaines dispositions relatives à l'organisation du chantier.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention :

- a) **Éviter les risques,**
- b) **Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,**
- c) **Combattre les risques à la source,**
- d) **Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,**
- e) **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique**
- f) **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,**

- g) **Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,**
- h) **Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,**
- i) **Donner les instructions appropriées aux travailleurs.**

Les principes a, b, c, e, f, g et h sont applicables au maître d'ouvrage, aux maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables aux entrepreneurs ; les principes a, b, c, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	11
1.1. <u>Préambule</u>	11
1.2. <u>Généralités</u>	11
1.3. <u>Cadre réglementaire</u>	12
2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER	14
2.1. <u>Renseignements concernant l'opération</u>	14
2.2. <u>Autorisations Administratives</u>	17
3. CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SECURITE	18
3.1. GENERALITES	18
3.2. Aspects techniques du projet et contraintes d'exécution	18
3.3. Préliminaires aux travaux	20
3.4. Accès au chantier	23
3.5. Installations de chantier - organisation générale	24
3.6. Fourniture de casques, cirés et bottes de sécurité	27
3.7. Visite du chantier par des tiers	28
3.8. Gardiennage et surveillance du chantier	28
3.9. Rappel de la réglementation	28
MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	30
3.10. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontale ou verticale	30
3.11. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels - Utilisation des engins de levage et de manutention	32
3.12. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des <u>différents matériaux</u>	34

3.13.	<u>Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres</u>	34
3.14.	<u>Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés</u>	34
3.15.	<u>Protections collectives</u>	34
3.16.	<u>Accès provisoires</u>	39
3.17.	<u>Installation électrique provisoire de chantier</u>	40
3.18.	<u>Mesures prises en matière d'interactions sur le site</u>	43
3.19.	<u>Protections individuelles</u>	43
3.20.	<u>Protections contre le bruit</u>	43
3.21.	<u>Amiante</u>	44
4.	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	50
5.	MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANTE	51
5.1.	Nettoyage - Evacuation des gravats et déchets	51
6.	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNES AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE	53
6.1.	<u>Généralités</u>	53
6.2.	<u>Téléphone de secours</u>	53
6.3.	<u>Matériels de secours</u>	53
6.4.	<u>Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)</u>	54
6.5.	<u>Infirmierie</u>	54
6.6.	<u>Travail isolé</u>	54
6.7.	<u>Protection contre l'incendie</u>	54
7.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS : LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)	56
7.1.	<u>Obligations des entreprises</u>	56
7.2.	<u>Entreprises titulaires du lot</u>	56

7.3.	<u>Sous-traitants</u>	60
7.4.	<u>Travailleurs indépendants</u>	60
7.5.	<u>Pénalités</u>	60
8.	ROLES ET ATTRIBUTIONS DU COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	62

1. PREAMBULE

1.1. Préambule

Le caractère particulier de cette opération justifie la mise au point préalable d'une organisation permettant l'exécution des travaux dans les meilleures conditions possibles pour les entreprises et dans le respect des règles d'Hygiène, de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Maître d'Ouvrage et son Coordonnateur ont retenu un certain nombre de dispositions dans l'intérêt de l'ensemble des entrepreneurs. Le présent document a pour but de les faire connaître à ces derniers, au stade de la consultation.

Les différents entrepreneurs doivent donc prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux prescriptions qu'il contient.

Bien entendu, ce document ne prétend pas clore un dialogue, alors que celui-ci n'est pas encore amorcé. De ce fait, toute autre proposition émanant d'une ou de plusieurs entreprises, exprimée au stade de la remise des prix ou lors de l'exécution des travaux et tendant à faciliter la bonne marche de l'organisation du chantier, sera examinée avec le plus grand soin. Toutefois, cette proposition, à partir du moment où elle apportera une novation aux prescriptions définies dans le Plan Général de Coordination, ne pourra être acceptée que si elle est conforme à l'intérêt général de l'ensemble des entrepreneurs et qu'elle n'apporte aucune contrainte supplémentaire particulière à l'un ou l'autre de ceux-ci. Dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies, le Maître d'Ouvrage pourra alors la refuser de sa propre initiative.

La fonction du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) est de rappeler les principes généraux de prévention au sens des articles 235.1 et 235.18, de définir dès la phase conception, l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant : de la co-activité ou l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, soit de la succession des différentes tâches à accomplir par ceux-ci, sachant qu'un intervenant peut laisser subsister des risques pour l'intervenant qui lui succède. Il rappelle, par ailleurs, les mesures de protections individuelles et indique, de façon non exhaustive, les mesures de protections collectives.

Le P.G.C.S.P.S. évoluera dans le temps, tant dans la phase Conception, que dans la phase Exécution, en concertation avec la Maîtrise d'Oeuvre et les Entreprises.

Durant la période de préparation (période relais Coordination Conception/Coordination Exécution) le P.G.C.S.P.S. sera adapté avant le démarrage des travaux. Il intégrera, notamment, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) établis par les entreprises.

En cours d'exécution, il sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier.

Ce document est :

- élaboré par le coordonnateur Sécurité nommé par le Maître d'Ouvrage, en collaboration avec le Maître d'Oeuvre,
- remis aux entrepreneurs qui envisagent de contracter (intégration au dossier D.C.E.)
- adressé à l'Inspecteur du Travail, OPPBTP et CRAM, sur leur demande par le Maître d'Ouvrage
- à la disposition du médecin du travail et des CHSCT des entreprises sur le chantier
- conservé pendant 5 ans après réception de l'ouvrage (Maître d'Ouvrage, Coordonnateur).

1.2. Généralités

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de l'entreprise générale ou de chaque entreprise en cas de marché séparé.

La logistique de chantier s'adaptant au déroulement des travaux, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur Sécurité se réservent le droit d'y apporter aménagements, modifications et compléments.

Les frais correspondants seront pris en charge par l'entreprise générale ou les entreprises dans le cadre de leur marché.

1.3. Cadre réglementaire

Rappel des principaux textes relatifs à la mission de "Coordination en matière de Sécurité et de protection de la Santé"

- Directives du Conseil des Communautés Européennes 92/57/CEE du 24 juin 1992
- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du Code du Travail
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, portant application des dispositions de la loi
- Arrêté du 7 mars 1995, relatif à la déclaration préalable pour certaines opérations de Bâtiment et de Génie Civil
- Arrêté du 7 mars 1995 relatif à la formation des Coordonnateurs
- Décret n° 95-543 du 4 mai 1995, relatif au C.I.S.S.C.T. (Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail)
- Décret n° 95-607 du 6 mai 1995, concernant les prescriptions réglementaires à respecter par les employeurs et les travailleurs indépendants
- Décret n° 95-608 du 6 mai 1995, modifiant le Code du Travail, aux fins d'application, aux employeurs et travailleurs indépendants
- Décret du 20.03.1979, relatif à la formation à la sécurité
- Décret du 03.09.92, relatif à la manutention manuelle
- Loi du 31.12.1991 N° 91-1414 relatif aux équipements de travail, moyens de protection
- Décrets 92-766
- Décrets 92-767
- Décrets 92-768
- Décrets 93-40
- Décrets 93-41
- Circulaire D.R.T. du 22.09.1993 N° 93-22
- Instruction D.R.T. du 18.03.1993 N° 93-13
- Dispositions générales
- Recommandations CRAM
- Décret du 14.11.88 (Electricité)

Liste non exhaustive

Prescriptions réglementaires contenues dans les pièces écrites du dossier Marché

L'ensemble des travaux est soumis aux normes, textes, règlements en vigueur, directives, recommandations, prescriptions des fabricants et avis techniques des procédés mis en œuvre, tel que stipulé dans les pièces écrites du dossier de consultation.

En outre, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, intégrées aux Codes : du Travail (décret du 8 janvier 1965, notamment), de la Construction et de l'Habitation, de l'Urbanisme, des Marchés Publics, de la Sécurité Sociale sont applicables, ainsi que tous textes ayant trait à l'hygiène, la sécurité, les conditions de travail, l'ergonomie des postes de travail, la main d'oeuvre étrangère ou non, etc...

Toutes clauses incluses par application du *C.C.A.G.* des *Marchés Publics de Travaux*.

Autres prescriptions :

Toutes les recommandations publiées par les organismes de prévention (I.N.R.S., O.P.P.B.T.P., CNAM) seront suivies scrupuleusement.

2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER

2.1. Renseignements concernant l'opération

2.1.1. Désignation de l'opération et description sommaire :

Réhabilitation de la gare de Ribemont en gîte de groupe.

Extrait notice insertion PC4 du permis de construire.

Le projet consiste en le réaménagement de cette ancienne gare en gîtes de groupes. Ces gîtes, au nombre de 2, accueilleront 6 et 9 personnes dans un total de 6 Chambres. Les étages de l'ancienne gare sont inclus dans le projet.

Chaque gîte sera composé d'une cuisine, d'un sanitaire, d'une pièce de vie, d'un hall d'entrée et d'un hall indépendant. Le gîte « 9 personnes » sera composé de 4 chambres, et le gîte « 6 personnes » de 2 chambres.

Chacune de ces chambres aura une salle d'eau ou salle de bain indépendante.

Une pièce commune regroupant la buanderie/laverie et un petit local technique (6.20m² au total) servira de liaison entre les 2 gîtes. Cet espace sera accessible PMR.

Une terrasse extérieure sera créée faisant office de parvis d'entrée aux deux gîtes. Cette terrasse sera accessible PMR grâce notamment à la mise en place d'une rampe adaptée permettant la liaison entre l'entrée du gîte PMR et la place de stationnement PMR créée. Une zone de stationnement à l'entrée de la parcelle sera mise en œuvre regroupant 3 places de parking au total sur une aire bitumée.

La seule construction neuve sera mise en œuvre en fond de parcelle. : un abri matériel et vélo.

L'ancienne gare est d'architecture classique. Dans un souci de conservation, les briques du bâtiment seront ressablées et un enduit teinte anthracite sera mis en place sur la partie la plus au sud ainsi qu'en soubassement. L'intégralité des menuiseries extérieures actuelles seront changées.

La hauteur maximale du bâtiment principal restera inchangée tout comme ses dimensions.

Le cheminement piétonnier devant l'ancienne gare sera réalisé en revêtement stabilisé.

Des espaces verts seront aménagés devant chaque bâtiment.

Les parcelles seront raccordées à l'électricité et l'eau potable. Les eaux pluviales (bâtiment et voirie) et usées seront récoltées via un collecteur existant situé en domaine public.

2.1.2. Adresse du chantier :

91, Avenue Paul Lefevre à Ribemont

2.1.3. Classement du chantier

Le Maître d'ouvrage a classé le chantier en Catégorie 2

Après étude du dossier et des documents qui m'ont été remis, il en ressort en effectif global de 788 journées/ hommes confirmant que l'opération est bien en Catégorie 2.

Nombre d'entreprises en même temps : 15 (hors sous-traitants)





Effectif prévisionnel en pointe : 4 hommes/ jour

2.1.4. Intervenants et services extérieurs

Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage	Contact	Tel/Fax/Email
Communauté de Communes du Val de l'Oise Route d'Itancourt 02240 Mézières sur Oise	Président Monsieur BEAUVAIS Didier	Tel : 03 23 66 73 17 Fax : 03 23 66 86 98 Email :

Coordonnées de la maîtrise d'oeuvre	Contact	Tel/Fax/Email
ARCHITECTONI Sarl 6/P Place Arnaud Bisson – Hôtel Dieu – 02100 Saint-Quentin	 Monsieur CAULIER Francis	Tel : 03 23 04 20 55 Fax : 03 23 65 33 75 Email : architectoni.gauchy@wanadoo.fr

Coordonnées des Intervenants	Contact	Tel/Fax/Email
<u>OPPTP</u> O.P.P.B.T.P. Village Oasis Place des Abies 80044 AMIENS	 Monsieur Le Directeur	 Tel : 03 20 95 10 18 Fax : 03 20 95 12 46 Email :
<u>CARSAT</u> CARSAT NORD-EST 1, Allée Vauban 59620 VILLENEUVE D'ASQ	 Monsieur Le Directeur	 Tel : +33 3 20 05 61 61 Fax : +33 3 20 05 62 50 Email :
<u>Inspection du Travail</u> DIRECCTE - Inspection du travail - Saint-Quentin 25 Rue Albert Thomas 02100 Saint-Quentin	 Monsieur Le Directeur	 Tel : 03 23 26 35 00 Fax : Email :

	Raison sociale Secours	Adresse	Tel
	Centre Hospitalier S.O.S. Mains	93 Rue Henriette Cabot 02100 Saint-Quentin	Tel : 03 23 06 77 77
	SAMU 02	Centre hospitalier (Laon) rue Marcelin Berthelot 02001 Laon	Tel :
	Gendarmerie de RIBEMONT	02240 Ribemont	Tel : 17 Tel : 03 23 63 50 17
	Pompiers Ribemont	02240 Ribemont	Tel : 03 23 63 80 01

2.1.5. Lots de travaux

Les travaux se dérouleront en 1 phase, en Lots séparés et en 10 lots.

N° de lot	Nom du lot
1	Désamiantage
2	Gros Œuvre - VRD
3	Structure et Couverture Métallique
4	Couverture
5	Menuiseries extérieures
6	Plâtrerie - Menuiseries Intérieures
7	Carrelage - Faïence
8	Peinture
9	Electricité
10	Plomberie - chauffage - vmc

2.1.6. Calendrier général d'exécution

Les travaux devraient commencer (prévision) le (à déterminer)

Les travaux se dérouleront dans un délai de 10 mois

2.1.7. Prévision de l'effectif global et de pointe :

Nombre d'entreprises intervenantes (estimation) : 15

2.2. Autorisations Administratives

2.2.1. Sous la responsabilité du maître d'ouvrage

Déclaration préalable (L 4532-1 et 2 du code du travail)

La déclaration préalable sera faite par le maître d'ouvrage à l'inspection du Travail, à la CARSAT et à l'O.P.P.B.T.P.

Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.

Permis de construire

Un permis de construire est en cours de dépôt.

2.2.2. Sous la responsabilité des entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux :

D.I.C.T : à demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires.

Les entreprises employant sur le chantier plus de 10 salariés pendant au moins une semaine devront adresser une déclaration d'ouverture de chantier aux organismes institutionnels de la prévention.

Les demandes d'arrêtés ou d'autorisations de voiries sont à effectuer auprès des services compétents de la commune de Ribemont.

L'entreprise titulaire de chaque lot devra adresser son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé à L'Inspection du Travail et aux autres organismes de prévention ainsi que les copies nécessaires au coordonnateur pour diffusion aux autres entreprises.

Situation de danger grave et éminent : droit de retrait.

Dispositif des articles L 4131-3 du code du travail.

3. CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SECURITE

3.1. GENERALITES

Les installations générales seront communes à l'ensemble des entreprises en respectant les articles du Titre 13 du Décret du 08 Janvier 1965.

Les installations de chantier (locaux réservés au personnel et installation électriques) communes aux différents marchés de travaux, s'inscrivant dans l'opération seront réalisées en fonction de l'allotissement, du phasage général des travaux et des contraintes liées à l'environnement.

Les entrepreneurs devront concevoir et réaliser toutes les installations conformément aux dispositions réglementaires et aux prescriptions contractuelles spécifiées aux CCAP et CCTP. Ces documents étant indissociables du PGC, l'entrepreneur est réputé en avoir pris connaissance.

L'ensemble des baraquements sera implanté en dehors du périmètre des zones d'activités.

3.2. Aspects techniques du projet et contraintes d'exécution

3.2.1. Nature du sol

a) constitution du sol (terrain naturel, remblai, terrain pollué,...)

- .

b) niveau de la nappe phréatique :

- .

c) présence d'explosifs ou de cavités (mines, carrières,...)

- .

3.2.2. Démolition

a) démolitions à effectuer :

démolitions : Il est demandé que le lot 2 se rende sur place afin de prendre en compte la totalité des paramètres du chantier : proximité immédiate d'habitations, bruit, poussières, ...

b) présence de matériaux ou matériels présentant des risques particuliers :

- **risque AMIANTE - voir paragraphe 4.12**

3.2.3. Description de l'environnement et des servitudes

a) Bâtiments environnants : habitations



b) Interdictions de survol : -

c) Réseaux enterrés : faire DICT

Les entreprises qui réaliseront les terrassements devront obligatoirement avoir envoyé les déclarations d'intention de travaux aux divers services concédés (EDF, GDF, FRANCE TELECOM, ASSAINISSEMENT, EAU, etc...) et être en possession des réponses (plans de positionnement le cas échéant) pour situer et sonder si nécessaire les canalisations dans l'emprise des travaux.

d) Réseaux aériens : à proximité des bâtiments existants, sous voirie. (se rapprocher du Maître d'Ouvrage)

Divers réseaux aériens peuvent être contigus au chantier ou le traverser en différents endroits. Les lignes électriques non isolées seront isolées par EDF si nécessaire et balisées par des gabarits (en amont et en aval des passages sous lignes) permettant de respecter les distances réglementaires (3,00 mètre si la tension est inférieure à 50000 V et 5,00 mètres si la tension est supérieure à 50000 V). Concernant les autres câblages des précautions seront prises afin de ne pas les détériorer lors du passage des engins ou des camions.

e) autres : -

Piquetage général

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles le sont, contrairement, par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG travaux.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Notamment, par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire. Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

3.3. Préliminaires aux travaux

3.3.1. Voies et réseaux divers - VRD

Si le montant des travaux est supérieur à 1 Million d'euros, les différents VRD suivants devront être réalisés **préalablement** à l'exécution des travaux par l'entreprise générale ou de Gros-Oeuvre:

- ✎ le branchement de l'eau potable,
- ✎ l'alimentation en électricité,
- ✎ les voies d'accès provisoires au chantier,
- ✎ les réseaux d'évacuation des matières usées.

Pendant ces opérations, il sera nécessaire de mettre en place une protection périphérique (ou balisage à 1 mètre en retrait) de toutes les circulations.

Un blindage sera mis en place pour prévenir tout risque d'ensevelissement (voir le Décret du 08 Janvier 1965 Titre 4 art. 64 à 79 inclus.)

Les plateformes exécutées pour les VRD seront traitées sur une surface suffisante de telle façon qu'un chemin de circulation de 3 mètres de large sera stabilisé et compacté sur toute la périphérie du bâtiment afin de permettre les interventions à partir de nacelles automotrices. La remise en état de la surface de ces plateformes sera à la charge de l'entreprise utilisatrice. (voir cctp)

L'entreprise du lot Gros Œuvre devra procéder **dès l'ouverture du chantier** à la mise en place des équipements suivants :

3.3.1.1. Installation électrique provisoire.

Un branchement électrique provisoire de chantier d'une puissance suffisante pour l'alimentation des besoins de chaque intervenant et des besoins propre au chantier, éclairage, alimentation des baraquements. Elle mettra en place une armoire générale avec disjoncteurs, comptage, protections, mise à la terre et coupe circuit extérieur. Cette armoire sera fermée à clé et sera équipée sur un plastron extérieur de prises de courant en 220 V, en quantité suffisante. Les lignes d'alimentation seront auto-protégées. L'installation provisoire fera l'objet d'une vérification par un bureau de contrôle agréé.

L'entreprise de Gros-Œuvre pourra soumissionner le Lot Electricité pour l'étude de l'installation provisoire. Cela sera précisé dans les PPSPS des deux entreprises. Le titulaire du Lot Electricité soumettra son plan d'installation générale au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur.

Avant toute utilisation, les installations électriques provisoires seront contrôlées par une personne ou un bureau agréé.

3.3.1.2. Installation eau potable.

Un branchement d'eau potable provisoire permettant l'alimentation de plusieurs robinets de puisage pour les besoins du chantier. (plusieurs si nécessaire)

3.3.1.3. Téléphone et fax.

Téléphone portable autorisé.

3.3.1.4. Frais de branchements.

Les frais de branchements, mise en service et fermeture des abonnements reste à la charge de l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre. Les abonnements et les dépenses de consommations de ces réseaux seront au débit du compte prorata. (eau, EDF, Téléphone) . le pose de sous-compteur se fera à la charge de l'entreprise.

3.3.1.5. Protection contre l'incendie.

Tous les locaux communs ou privatifs disposeront d'un extincteur permettant de lutter efficacement contre l'incendie. Le choix des extincteurs sera adapté à la classe de feu et aux locaux dans lesquels

l'extincteur peut être utilisé (avec ou sans risque électrique). Les extincteurs auront l'attestation de vérification périodique.

3.3.2. Accueil et formation à la sécurité des salariés du chantier

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité.

Cette formation - qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises - devra porter sur :

- a) les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- b) la sécurité pendant l'exécution du travail,
- c) les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.

Les entreprises titulaires des lots devront tenir à jour sur le chantier une liste de tous les personnels, par entreprise cotraitante ou sous-traitante, avec attestation du suivi de la formation à la sécurité (voir annexe qui sera actualisée et présentée au coordonnateur sécurité lors des réunions de chantier) et la copie du dernier certificat médical d'aptitude. Ces différents personnels devront pouvoir être identifiés sur le chantier (autocollant sur le casque ou badge).

L'entreprise titulaire d'un marché doit s'assurer que son personnel, et celui de son (ses) éventuelle(s) entreprise(s) sous-traitante(s) est en règle :

- . au point de vue des cartes de séjour et de travail,
- . pour son immatriculation à la Sécurité Sociale.

3.3.3. Utilisation du personnel intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer:

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

3.3.4. Sous-traitance

L'attention des entreprises qui ont l'intention de sous-traiter est attirée sur le fait que certaines prestations de service sont en réalité des prêts de main-d'œuvre donnant lieu à rétribution et sont en infraction aux dispositions concernant le travail temporaire et délit de marchandage (art. L 125.1 du Code du Travail).

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la Sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'Entrepreneur pour établir son P.P.S.P.S.

Au cas où l'Entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

A quelque niveau que ce soit, tout titulaire de lot devra demander l'agrément de l'ensemble de ses sous-traitants au Maître d'Ouvrage.

Les clauses précédentes sont entièrement applicables à tout sous-traitant et prestataire de service travaillant pour le compte de l'entreprise adjudicataire.

3.3.5. Affichages et registres obligatoires

3.3.5.1. Affichages

Le Maître d'Ouvrage affichera une copie de la déclaration préalable d'ouverture de chantier.

L'entreprise générale ou de gros œuvre devra afficher :

1. L'adresse du service médical du travail.
2. L'adresse des secours d'urgence.
3. Le nom et coordonnées de l'Inspection du Travail.

3.3.5.2. Registres

Chaque entreprise devra mettre à disposition l'ensemble des registres et les tenir à jour.

- Registre unique du personnel (pour le personnel étranger, les copies de la carte de séjour et permis de travail sont exigées).
- Registre de l'Inspection du Travail.
- Registre de vérifications réglementaires.

3.4. Accès au chantier

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier, notamment au raccordement avec les voies publiques.

3.4.1. Voies existantes :

Nature : Commune de Ribemont,

Gabarit : -

Charges admissibles : -

Sens de circulation : double-sens

Interdictions éventuelles : -

Véhicule poids lourds : par les itinéraires autorisés (code de la route) et arrêtés municipaux pris pour le chantier.

Véhicules légers professionnels ou non : dans l'entreprise de la zone des cantonnements. L'accès au chantier sera réglementé suivant les arrêtés pris pour la circonstance.

3.4.2. Desserte du chantier pour le personnel :

Transports en commun : -

Transports privés - Parkings : une aire de stationnement devra être aménagée face au chantier.

3.4.3. Signalisation et fléchages :

Signalisation au sol : -

Panneaux - Feux - signalisation : l'entreprise de gros-œuvre devra l'installation de la signalisation extérieure au chantier conformément à la réglementation en vigueur ainsi que notamment des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » disposés en nombre suffisant.

Pour les terrassements et évacuations, il devra être fait usage de panneaux en extrémité indiquant « sortie de camions » et « travaux ».

3.4.4. Modifications de l'environnement dues au chantier :

Déviations des trottoirs : - .

Feux : -

Passerelles : -

Rétrécissement : aucun rétrécissement des circulations ne sera admis.

Ralentisseurs :

3.4.5. Circulation extérieure au chantier.

Pendant la période de préparation du chantier et 1 mois avant le début effectif de l'opération, l'entreprise Générale ou de Gros-Œuvre élaborera après consultation des services administratifs compétents en matière de circulation sur le domaine public et notamment la Commune de Ribemont, un plan de circulation et de balisage aux abords du chantier.

3.4.5.1. Contenu du plan.

Sur ce plan l'entrepreneur fera apparaître clairement:

- La limite de la clôture par rapport à la voirie,
- L'entrée et la sortie du chantier,
- L'implantation des panneaux de début et fin de chantier sur voie publique,
- L'éclairage réglementaire mis en place.

3.4.5.2. Signalisation extérieure au chantier.

Une signalisation sera mise en place à l'extérieur du chantier.

Cette signalisation sera adaptée aux risques rencontrés et sera conforme au guide de l'OPPBTP "Signalisation Temporaire "

3.5. Installations de chantier – organisation générale

3.5.1. Plans d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, le Coordonnateur Sécurité, en accord avec l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre et le Maître d'Œuvre établira le plan d'organisation du chantier qui précisera dans les différentes phases du chantier :

3.5.1.1. Emprise de l'ouvrage.

Cette zone sera délimitée par des piquets et bande de signalisation.
Aucune installation de baraquement ne sera tolérée dans cette zone.

3.5.1.2. Zones de stockage.

Ces zones seront judicieusement réparties entre les intervenants qui établiront dans leur PPSPS les besoins en surface de stockage nécessaires pour la durée de leur intervention sur le chantier.

3.5.1.3. Zone de stockage des matières et substances dangereuses.

Le stockage des matières dangereuses fera l'objet d'une étude détaillée et particulière en fonction des types de produits à stocker et qui pourront permettre à tout moment l'accès aux pompiers ainsi qu'aux véhicules du SAMU, y compris la nuit. En cas d'impossibilité d'effectuer un stockage en toute sécurité, ces matières et produits seront approvisionnés à l'avancement des travaux par l'entreprise utilisatrice.

3.5.1.4. Zones d'évolution d'engins de levage.

Cette zone sera définie par l' (les) entreprise(s) utilisatrice(s) des ces moyens. (grues, ascenseurs, monte-matériaux), Toutes les précautions devront être mise en oeuvre pour interdire l'accès de cette zone aux piétons, aux véhicules de livraison, aux stationnements des véhicules des intervenants et visiteurs (staff technique confondu), ainsi que tout ce qui entraînerait une gêne pour les engins de levage. La délimitation de cette zone est obligatoire et sera matérialisée par tous les moyens de mise en œuvre.

3.5.1.5. Zones de lavage.

Une zone de lavage pourra être mise en place entre la zone de stockage des déchets et la sortie du chantier sur demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre. L'aire de lavage sera réalisée avec les prescriptions suivantes:

Une plateforme en béton avec caniveaux et conduite d'évacuation des eaux de lavage, une alimentation du poste d'eau ayant une pression de 2 bars avec tous les accessoires et débourbeur pour le décroûtage des roues.

L'eau de lavage devra être décantée avant rejet au réseau d'évacuation.

3.5.1.6. La localisation des installations destinées aux cantonnements.

3.5.1.7. les plans de circulation des engins et des camions hors des emprises.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à la déviation de la circulation sont à la charge de l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre. Il en est de même pour les diverses signalisations du chantier.

Le projet des installations de chantier, soumis à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité précisera les dispositifs de signalisation du chantier concernant la circulation, de jour comme de nuit. Cette signalisation comportera notamment des marquages au sol (déplacement et déviation des voies de circulation), les marquages à la peinture orange des angles d'emprise, des dispositifs de feux clignotants et des flashes.

De plus, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Sécurité pourront exiger la mise en place d'éléments lourds pour la protection du public ou du personnel du chantier.

Un schéma de principe du PIC (Plan d'installation de Chantier) est proposé dans le présent dossier.

3.5.2. Clôtures de chantier

L'entreprise titulaire du lot Gros-Œuvre aura à sa charge, la pose et la dépose en fin de travaux de la clôture du chantier ainsi que son éclairage (voir description dans le cctp).

En périphérie, devront être fixés les panneaux réglementaires " chantier interdit au public, port du casque obligatoire et équipements individuels" de manière visible. Le panneau de chantier sera installé par le Lot Gros-Œuvre sur la clôture.

L'entrée se fera uniquement par le portail. Ce dernier sera fermé par une clef, chacune des entreprises en détiendra une clé. (si besoin)

Chacune des sorties se fera sous la responsabilité d'un chef de manœuvre.

3.5.3. ZONE DE VIE

3.5.3.1. Baraquements de chantier

- bungalow (réfectoire), sanitaires, y compris déplacements éventuels.

- clôtures provisoires, accès chantier balisé, clôturé et entretenu pendant la durée du chantier. Maintien obligatoire du passage des piétons, et ce, en toute sécurité.
- droits de voiries inhérents aux bennes, livraisons, ...
- branchements provisoires y compris compteurs (eau, électricité et téléphone) et consommations,
- y compris branchements des eaux usées et eaux vannes des bungalows de chantier, sur réseaux existant.
- sécurité générale du chantier et hygiène,
- éclairage.

Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises :

vestiaires	0,8 m2/salarié
réfectoires	1,5 m2/salarié
WC	1 pour 20 salariés
urinoirs	1 pour 20 salariés
lavabos	1 pour 5 salariés
douches	1 pour 10 salariés

L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage et être nettoyé quotidiennement.

3.5.3.2. Sanitaires et vestiaires

Des locaux sanitaires et vestiaires seront mis à la disposition des ouvriers intervenant sur le chantier, leur permettant de se changer en début et fin de journée, de se laver. Un chauffe-eau assurera la production d'eau chaude.

3.5.3.3. Réfectoires

Les blocs réfectoires seront munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle

3.5.3.4. Entretien et accès aux locaux

idem à ci-dessus.

Le logement, même provisoire, est strictement interdit sur le chantier.

Les accès aux différents locaux devront être éclairés et se faire à pieds secs

3.5.3.5. Locaux privatifs

Chaque entreprise titulaire d'un marché pourra installer son propre bureau de chantier ou magasin de stockage. L'entrepreneur devra le prévoir dans son PPSPS et informer le Coordonnateur de Sécurité et le Lot Gros-Œuvre de son besoin en surface.

Ces bureaux devront contenir tous les registres réglementaires:

- Registre de l'Inspection de Travail et CHSCT.
- Registre d'observations.
- Registre de sécurité (relatif aux engins),
- Registre unique du personnel avec tableau des effectifs à tenir à jour.
- Registre d'infirmerie au besoin.
- Tableau des numéros d'appel urgents,
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.
- Liste de personnes titulaires du brevet de secouriste.

L'installation, l'entretien, le démontage des bureaux de chantier particulier à chaque entreprise seront à la charge de celle-ci.

Les magasins de stockage pour le petit matériel et les magasins pour les matières à risques particuliers seront installés, entretenus et démontés en fin de chantier à la charge des entreprises utilisatrices.

3.5.3.6. Stationnement entreprise.

L'emplacement du stationnement réservé aux entreprises se situera dans la zone prévue sur le plan.

Chaque entreprise devra fournir au lot Gros Œuvre son besoin effectif en nombre place et devra l'indiquer dans son PPSPS.

Le coordonnateur indiquera les déménagements éventuels dus au bon avancement des travaux.

Les entreprises devront confirmer leur besoin en surface pour l'établissement du plan définitif d'installation de chantier.

L'installation de la base vie sera conforme à la réglementation en vigueur.

La base Vie sera maintenue du début et jusqu'à la fin du chantier et utilisée par l'ensemble des personnels sur le chantier (aucun repas ne pourra être pris sur le lieu même du chantier et sera obligatoirement pris dans le réfectoire dûment aménagé)

3.5.4. Logistique de chantier

L'ensemble des entreprises devront se rapprocher du mandataire du lot unique afin de gérer cette logistique du chantier et de se procurer notamment le plan d'installation de chantier pendant la période de préparation de 1 mois incompressible.

NATURE DES DEPENSES	EXECUTE PAR	ENTRETIEN A LA CHARGE DE
■ Distribution d'électricité	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
■ Mise à disposition du bureau de chantier et salle de réunion	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
■ Equipement du bureau et salle de réunion (tables et chaises)	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
■ Etablissement des clôtures (fermeture du chantier)	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
■ Installations téléphone, chauffage électrique	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
■ Benne de chantier 3 unités	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre

Chaque entreprise sortira ses déchets.

3.6. Fourniture de casques, cirés et bottes de sécurité

Des casques, des cirés, des lunettes et des bottes de sécurité, en quantité suffisante, seront fournis par l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre et mis à la disposition de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre.

Ils seront maintenus en parfait état de propreté et remplacés si nécessaire.

3.7. Visite du chantier par des tiers

Les visites de chantier seront soumises à l'accord du Maître d'Œuvre, même pour les personnels des entreprises participant aux travaux mais n'étant pas affectés au chantier.

Les demandes seront à transmettre une semaine avant la visite.

L'organisateur de la visite demeurera le seul responsable de la fourniture des casques et chaussures de sécurité ainsi que des éventuels dommages matériels subis par les visiteurs au cours de la visite.

3.8. Gardiennage et surveillance du chantier

Le gardiennage du chantier et le contrôle d'accès seront fait par l'entreprise générale ou l'entreprise ayant le lot le plus important en cas d'entreprises séparées, en cas de besoin.

3.9. Rappel de la réglementation

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers	Code du travail
		> 4	< 4 mois		
Local vestiaire		x	x	Local dédié en état constant de propreté. Aéré et convenablement chauffé. Séparé des zones de stockage, notamment de matières dangereuses. Pour les chantiers souterrains, le local est installé au jour. Le local en sous-sol ne doit être qu'exceptionnel et être gardé en état constant de propreté, aéré et éclairé convenablement. Installations séparées pour les hommes et les femmes si le personnel est mixte.	R.4228-2 à 5 R.4534-139 à 140
			x	Lorsque ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier, possibilité d'utiliser un véhicule de chantier spécialement aménagé permettant d'assurer la propreté individuelle, contenant des cabinets d'aisance, des	R.4534-139 à 140
	Sièges	x	x	Nombre suffisant de sièges.	R.4228-6 R.4534-
	Armoires vestiaires	x	x	Nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables permettant de suspendre deux vêtements de ville et, au besoin, un compartiment pour vêtements susceptibles d'être	R.4228-6 R.4534-139
			x	Lorsque l'exiguïté du chantier ne permet pas d'installer de telles armoires, le local est équipé de patères en nombre suffisant.	R.4534-139
	Lavabos	x	x	Avec eau potable et à température réglable. Un lavabo pour 10 travailleurs. Moyens de nettoyage, séchage et essuyage mis à disposition.	R.4228-7 R.4534-141
			x	S'il est impossible de mettre en place l'eau courante, un réservoir d'eau potable doit assurer la quantité d'eau suffisante pour alimenter les lavabos. Lavabos ou rampes à raison d'un orifice pour 10 travailleurs,	R.4534-141

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers	Code du travail
		> 4	< 4 mois		
Sanitaires	Douches	x	x	Si travaux insalubres et salissants, mise à disposition de douches. Maintien en état constant de propreté, eau à température constante.	R.4228-8 à 9 Arrêté 23/07/1947
	WC	x	x	Un cabinet et un urinoir pour 20 hommes; deux cabinets pour 20 femmes (séparés de ceux des hommes) avec poubelle. Au moins un poste d'eau (sauf pour les chantiers < 4 mois). Séparés des autres locaux. Équipés de chasse d'eau et de papier hygiénique.	R.4228-10 à 15 R.4534-144
Local réfectoire dès lors que les salariés prennent leur repas sur le chantier		x	x	Nettoyage du lieu et des équipements après chaque repas.	R.4228-22 à 24 R.4534-
	Sièges et tables	x	x	Sièges et tables en nombre suffisant.	R.4228-22 R.4534-
	Garde-manger ou réfrigérateur	x	x	Un moyen de conservation ou de réfrigération.	R.4228-22 R.4534- 142
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	x	x	Une installation permettant de chauffer les plats.	R.4228-22 R.4534- 142
Eau potable	Pour la boisson	x	x	Un robinet d'eau potable fraîche (à raison de 3 l/jour/salarié) et chaude pour 10 usagers.	R.4228-22 R.4534- 143

3.10. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontale ou verticale

3.10.1. Plan de circulation

Pendant la période de préparation (et au plus tard 1 mois avant le début des travaux), l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre élaborera, en accord avec les services de police et de la voirie, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de « fluidifier » le trafic routier à la périphérie du chantier.

Ce plan de circulation précisera notamment :

- a/* le repérage des entrées du chantier,
- b/* les cheminements et les stationnements utilisables et interdits,
- c/* la position des panneaux d'orientation et d'information,
- d/* l'implantation des bureaux des agents de trafic,
- e/* la localisation des clôtures et des portails.

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications feront l'objet d'éditions écrites (notes et plans) et seront diffusés à toutes les entreprises. Ces dernières auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc.

3.10.2. Circulations dans l'emprise du chantier

L'entreprise générale ou de Gros-Œuvre devra se conformer, sans qu'il résulte pour elle de droit à indemnité, aux conditions qui lui seront imposées, notamment en ce qui concerne :

a/ l'étendue et le fractionnement des emprises

Il est entendu que l'entrepreneur devra se procurer à ses frais, risques et périls, les terrains supplémentaires dont il pourrait avoir besoin, ainsi que les autorisations correspondantes. Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Sécurité se réservent un droit de contrôle sur ces installations complémentaires,

b/ les clôtures, palissades ou barrières

Elles devront être entretenues par l'entrepreneur à ses frais.

Elles sont détaillées dans le Plan d'Installation de Chantier de principe

c/ la signalisation et l'éclairage

Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, lesquels auront le droit de faire installer aux frais de l'entrepreneur toutes clôtures, lanternes et dispositifs supplémentaires qu'ils jugeraient nécessaires.(voir chapitre installations électriques)

d/ les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier

Ils seront aménagés et entretenus par l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre.

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- ♦ balisage et séparation physique entre les circulations piétonnes et les voies empruntées par les véhicules et les engins à l'intérieur du chantier,
- ♦ signalisation et matérialisation des traversées des voies publiques, après accord des services de police et de voirie compétents,
- ♦ éclairage général des zones où les personnels sont amenés à cheminer.

e/ le maintien des communications et de l'écoulement des eaux

L'entreprise générale ou de gros-oeuvre doit conduire ses travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications et les réseaux traversant le chantier, notamment ceux qui intéressent la circulation des personnes et l'écoulement des eaux.

L'entrepreneur supportera toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

3.10.3. Hors emprise du chantier

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur les voies publiques. En outre, elles veilleront à garder ces voies publiques en parfait état de propreté. (nettoisement par balayage)

Les travaux seront conduits en tenant compte de ces contraintes spécifiques et notamment de façon à maintenir, en permanence, sauf indication contraire sur les plans, la circulation, la desserte des riverains et l'accès aux immeubles, y compris pour la desserte du ramassage des ordures ménagères et les accès de sécurité.

Cette obligation absolue de maintenir en permanence les accès :

- ☞ aux services de sécurité,
- ☞ aux piétons et aux véhicules,
- ☞ aux livraisons,

aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser au maximum les gênes apportées.

3.10.4. Organisation du trafic extérieur

L'entreprise générale ou de Gros Œuvre doit organiser le trafic des camions pour :

- ☞ l'évacuation des terres et gravats ;
- ☞ l'approvisionnement des matériels et matériaux ;
- ☞ faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet ;
- ☞ contrôler les approvisionnements.

Elle devra éventuellement, et si le besoin s'en faisait sentir, affecter un membre de son personnel à l'organisation de ce trafic.

3.10.5. Aires de chargement et de déchargement

Elles figurent systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives en fonction de l'avancement du chantier. Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées matériellement (garde-corps, palissades) et maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier.

Chacune des entreprises devra déléguer un membre de son personnel afin d'accueillir les livraisons et de donner communication de l'organisation générale du chantier, voies de circulation, zones de stockages,

3.10.6. Convois exceptionnels

Pour l'acheminement et les déplacements par voie routière nécessitant l'utilisation de convois exceptionnels, la coordination avec la Direction Départementale de l'Équipement (DDE, Service des convois exceptionnels) sera assurée par l'Entrepreneur exclusivement. D'autre part, les éventuelles dégradations de chaussée consécutives au passage de tels convois seront constatées contradictoirement et les remises en état correspondantes seront à la charge de l'Entrepreneur exclusivement.

3.10.7. Manutention spéciale

Les entreprises définiront, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

3.10.8. Utilisation et conduite d'engins

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des véhicules et des engins ainsi que de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

Des avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière seront obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession du titre d'habilitation établi par son employeur.

Un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner devra être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices/intervenantes. Elles pourront être demandées par le Coordonnateur de Sécurité.

3.11. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels - Utilisation des engins de levage et de manutention

3.11.1. Généralités

En application du Décret n° 12-958 du 03 septembre 1992, les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

3.11.2. Gestion des approvisionnements

Au cours de leur période de préparation, les entreprises établiront une prévision globale de leurs approvisionnements mettant en évidence :

- le poids des charges à transporter,
- les véhicules utilisés,
- les moyens de manutention au déchargement,
- le gabarit des colis,
- la fréquence des livraisons.

Les entreprises devront prendre en compte les logistiques du chantier à savoir :

- Ce qui doit être approvisionné,
- D'où provient l'approvisionnement,
- Comment va être effectué l'approvisionnement,

- A quel moment doit se faire l'approvisionnement
- Les contraintes à la réception,
- Comment va être distribué l'approvisionnement,
- Quels sont les déchets provenant de cet approvisionnement.

3.11.3. Interférences des appareils de levage

D'une manière générale, l'entreprise générale ou de Gros-Oeuvre devra organiser ses travaux (répartition en tranches, phasage des travaux) .

En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites devra être installé.

L'entreprise devra se conformer à la Note technique du 06/03/1991 relative à la gestion des grues à tour à zone d'action interférente, parue au BO Travail du 20/04/1991 :

- ↳ conditions de mise en œuvre,
- ↳ mesures de prévention dues au risque du vent,
- ↳ dispositif de sécurité anticollision et de limitation de survol.

Ces dispositions devront apparaître dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.

3.11.4. Appareils de levage

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des Organismes Officiels de Prévention et du Coordonnateur Sécurité, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 Juin 1993).

Les entreprises devront communiquer au Coordonnateur Sécurité, pour accord préalable, de leurs projets d'installation d'appareils de levage (treuils, consoles, recettes en façade, ...). Il est strictement interdit d'introduire sur le chantier un engin mobile de levage sans une étude des interférences avec les autres engins de levage.

Il est expressément convenu que l'entreprise générale ou de Gros-Oeuvre est tenue de mettre à disposition de toutes les autres entreprises qui lui en feraient la demande, sa ou ses grues pendant toute la durée de présence de ces grues sur le chantier. Un protocole sera établi avec les entreprises concernées.

Il est rappelé que :

- ↳ Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état (Décret du 29 Mars 1979).
- ↳ La mise à disposition des grues aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au grutier habituel. Tous les appareils de levage (chaînes, sangles, élingues, ...) nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise utilisatrice et agréée par l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre.

3.12. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux

3.12.1. Généralités

Les entreprises devront informer le Maître d'Oeuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'organisation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

3.12.2. Produits dangereux

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en oeuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion, en joignant les fiches de données de sécurité des produits en annexe de leur P.P.S.P.S.. Dans ce cas, des zones de stockage particulières seront désignées par le Coordonnateur de sécurité, ceci en fonction des risques.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits à employer ainsi que les dispositions qu'elle mettra en oeuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

3.13. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté les zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages et évacuer ses gravois jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Les cartons seront pliés, les matériaux légers seront mis dans des sacs, les caisses en bois seront cassées et, d'une façon générale, les emballages seront réduits au volume minimum possible.

Aucun brûlage ne sera toléré sur l'emprise du chantier.

3.14. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Une entreprise mettant en oeuvre des matériaux dangereux doit le signaler dans son P.P.S.P.S., en indiquant les risques créés par le matériau (joindre au P.P.S.P.S. les fiches de données de sécurité). L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en oeuvre.

3.15. Protections collectives

3.15.1. Généralités

Deux grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

- ✚ chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- ✚ la coordination indispensable des interventions des différentes entreprises réclame que l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives. Cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. **Une protection adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place.**

L'entreprise générale ou de Gros-Œuvre devra installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

Toutefois, ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier. En d'autres termes, chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel. Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur concerné aussi longtemps que nécessaire.

Le Coordonnateur sécurité sera informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site. Les modifications importantes devront faire l'objet d'un additif au P.P.S.P.S., lequel sera préalablement soumis au Coordonnateur sécurité.

Chaque corps d'état doit la protection de son personnel pour l'exécution de ses ouvrages et le matériel correspondant à mettre en place sur le chantier, et ce, pendant toute la durée du chantier.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Sécurité se réservent le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

3.15.2. Travail en élévation

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.

Lorsque la hauteur de travail sera inférieure à 3 m (hauteur mesurée du niveau de travail au sol), les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes ou des échafaudages roulants munis de garde-corps réglementaires (sur les quatre côtés) et de plinthes.

Pour les travaux situés à plus de 3 mètres, des plates-formes hydrauliques motorisées, des nacelles auto-élevatrices ou des échafaudages seront utilisées.

Afin de faciliter la **réception** (art. 107 du décret du 8/01/65) suite au montage de l'échafaudage, il sera tenu compte des éléments suivants :

- plan de montage : conseillé, il sera obligatoire au delà de 31 m ou lorsqu'il est prévu la pose d'une bâche ou pour les montages particuliers,
- points d'ancrage : leur résistance à la traction sera supérieure à 300 daN
leur répartition sera de :
 - 1 pour 30 m² sur les échafaudages courants
 - 1 pour 12m² en cas de prévision de pose de bâche ou de filet
- les travées : elles seront contreventées à raison de 1 pour 4.
- le matériel devra permettre le montage/démontage en sécurité.

3.15.3. Protections collectives par types de travaux

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Le titulaire du lot pourra compléter les protections prévues en le précisant dans son P.P.S.P.S.

3.15.4. Démolitions

L'entreprise devra se conformer à la recommandation CNAM n° : R 345 du 27/06/1990, pour les petites démolitions et déposes. (dans le cas de démolitions lourdes, reprendre l'annexe "démolitions").

3.15.5. Terrassement, puits, parois moulées et fondations

Protection périphérique (ou balisage à 1m en retrait) de toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc.),

Blindage pour prévenir tout risque d'ensevelissement (obligatoire pour les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur).

Un calepinage des tirants ou des boutons devra être réalisé pour permettre le positionnement correct des escaliers d'accès.

Les protections collectives seront du type garde-corps métalliques. En tête des puits un écran plein du sol aux sous-lisses complètera ces garde-corps installés au plus près du vide. Les parois seront rehaussées pour que leur arase soit au même niveau que celui du sol extérieur.

Les forages seront exécutés mécaniquement et des protections collectives rigides devront être en place sur les fouilles et durant toute l'exécution de travaux.

Les aciers en attente ne devront pas présenter de risque d'empalement, et cela, quelle que soit leur section (les mesures à mettre en oeuvre devront être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures).

3.15.6. Plateformes exécutées pour les V.R.D.

Les plates-formes exécutées par les V.R.D. seront traitées sur une surface suffisante de telle façon qu'un chemin de circulation stabilisé et compacté, de largeur suffisante (5 m environ), soit réalisé sur toute la périphérie du bâtiment pour permettre les interventions à partir de nacelles automotrices ou plates-formes sur mât. La remise éventuelle en état de la surface de ces plateformes sera au compte de l'entreprise utilisatrice.

3.15.6.1. Gros Oeuvre

↳ L'attention de l'entreprise chargée du gros-œuvre est attirée par l'avantage présenté par les procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer. Dans ce but, on veillera notamment à utiliser des escaliers posés au fur et à mesure de l'exécution, afin de supprimer les risques consécutifs à l'utilisation des échelles dans la trémie.

↳ Les rives de l'ensemble des plates-formes de travail (y compris les dalles en béton armé en cours de coffrage et de ferrailage) devront comporter des garde-corps réglementaires, même s'il existe des passerelles de travail situées au plus à 3 m en contrebas.

↳ Il en sera de même pour toutes les ouvertures dans l'ouvrage en cours d'exécution qui ne seront pas solidement obturées. A chaque fois qu'il sera techniquement possible, l'obturation devra être privilégiée.

- ✚ Les étalements ainsi que les coffrages des planchers et des poutres devront être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, de filets ou de tout autre mode de protection collective pour toutes les phases des travaux.
- ✚ Pose à l'avancement de garde-corps provisoires en périphérie des planchers et en terrasse. La position des garde-corps devra tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures (ensemble vitré, etc.),
- ✚ Les garde-corps provisoires devront être conçus de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans dépose anticipée,
- ✚ Protection des trémies (à coordonner avec les Corps d'Etat Secondaires - C.E.S et les Corps d'Etat Techniques C.E.T pour les trémies techniques)
- ✚ Prédalles : des anneaux d'accrochage spécifiques pour montants de garde-corps «tripodes» et de même diamètre que les anneaux de levage seront prévus. Les garde-corps seront installés au sol avant manutention,
- ✚ Dalles alvéolées : l'entreprise privilégiera un levage "par en dessous" ; les pinces étant déconseillées. La protection latérale sera assurée par des garde-corps, mise en place sur les poutres avant manutention de ces poutres,
- ✚ Scellement des éléments préfabriqués au fur et à mesure de l'avancement de la pose,
- ✚ Sablières d'extrémité ou tour d'étalement pour la pose des éléments préfabriqués, si les recouvrements sont inférieurs à 10 cm de part et d'autre,
- ✚ Tours d'étalement : nécessité d'utiliser des planchons équipés de trappe et des échelles d'accès. Au niveau des postes de travail, des garde-corps périphériques seront installés,
- ✚ Utilisation d'échafaudages de pied ou échafaudages roulants conçus pour être montés et démontés en sécurité (type Mill's, Entrepose, ...)
- ✚ Tous les aciers en attente, quelle que soit leur section, seront crossés ou à défaut équipés d'une protection. Les mesures à mettre en oeuvre devront être dessinées sur les Plans d'étude et d'exécution des armatures.
- ✚ Maçonnerie : L'utilisation de plates-formes sur mât est recommandée. En cas d'impossibilité technique, des échafaudages de pied seront tolérés (montage et démontage en sécurité). Ils seront conformes au décret du 8 janvier 1965 ; de plus, ils seront équipés de dessertes et des protections contre les chutes en avant seront installées (échafaudages en vis à vis ou, à défaut, filet plaqué).

3.15.6.2.Travaux de charpente, Couverture, menuiseries extérieures, murs rideau

Lors des travaux de charpente et couverture, toutes les protections au vide seront mises en place. Le titulaire du Gros Oeuvre mettra, le cas échéant, des échafaudages à disposition des titulaires de ces lots. Le harnais de sécurité devra être porté lorsque le moindre risque de chute se présentera et qu'il ne pourra être mis en place de protections collectives.

Si des échafaudages mobiles sont utilisés, les roues seront posées sur des rails en fer "U", parfaitement stabilisés, ou autres systèmes à proposer dans le P.P.S.P.S.

Toutes mesures de protection seront prises durant la manutention des éléments de charpente.

Les protections en périphérie des planchers, et devant toutes ouvertures donnant sur le vide seront maintenues en place. Privilégier, autant que possible, les garde-corps en retrait des rives, par rapport aux garde-corps à pinces (principe des douilles ou fourreaux incorporés, usage de crochets à fonctions multiples).

Protection des trémies et trappes : entourage au moyen de garde-corps, ou obturation au moyen de planchers provisoires fixés mécaniquement et solidement.

Durant la réalisation de la couverture les zones d'activités à l'aplomb seront balisées et interdites à toutes circulations de personnel ou engins. Des filets, si nécessaires, seront installés, ces mesures seront précisées dans le P.P.S.P.S.. L'entrepreneur précisera le type de garde-corps qu'il compte mettre en œuvre dans son offre de prix (fixations par dessus ou par dessous la toiture, type de console, etc...)

Toutes précautions seront prises lors du stockage des éléments de couverture sur le litzonnage (surcharges, répartitions correctes, etc...).

Les échafaudages de pied devront être en tous points conformes à la réglementation, ils pourront être utilisés, le cas échéant, par d'autres corps d'état qui en auront fait la demande au préalable.

Comme stipulé précédemment les travaux de charpente et de couverture devront être évités en cas de vents forts (60 km/h) et interdits au delà de 72 km/h.

La mise en place de filets pouvant servir à plusieurs entreprises pourra être préconisée si nécessaire.

3.15.6.3.Travaux de tuyauterie, V.M.C., électricité

Utilisation de moyens stables pour travaux en hauteur (échafaudages, escabeaux à plate-forme).

Travaux à l'échelle à éviter, sinon fixation des échelles impérativement afin d'assurer la sécurité maximum.

Evacuation des postes de soudure hors du chantier en fin de journées durant la semaine, ainsi que pendant les week-ends.

Baliser les zones où s'effectuent des soudures en hauteur et veiller à ce qu'à l'aplomb il ne subsiste aucun matériau inflammable.

Les électriciens devront avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils auront à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).

Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont en principe habilités à intervenir sur les coffrets de chantier, sauf cas particuliers précisés dans les P.P.S.P.S.. Mises hors tension des coffrets en fin de journée et durant les week-ends.

Extincteurs au niveau des postes de travail.

3.15.6.4.Travaux de menuiserie bois, cloisons intérieures, plâtrerie doublage, faux plafonds

L'outillage employé devra être fiable et parfaitement isolé. Les rallonges devront offrir toutes les garanties de sécurité.

Ces travaux générant de nombreux gravois et donc, par voie de conséquence, de mauvaises conditions de travail, si ceux-ci ne sont pas évacués régulièrement, le Coordonnateur Hygiène

Sécurité se réserve le droit d'imposer toutes mesures qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne tenue du chantier et la salubrité.

Manutention : de nombreux accidents se produisent dans ces corps d'état, lors des manutentions, des mesures de prévention devront être appliquées à cet égard. Les risques seront parfaitement analysés dans le P.P.S.P.S. des entreprises.

Extincteurs au niveaux des postes de travail.

3.15.6.5. Travaux de : peinture, revêtements muraux et de sols

Mesures nécessaires à prendre pour prévenir les risques d'intoxication et d'incendie (risques engendrés par les colles et solvants)

Les produits mis en œuvre doivent être indiqués dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise en joignant les fiches de sécurité. En cas de produit nocif ou toxique, avec mention des antidotes et premiers soins à dispenser.

L'emploi du pistolet sera autorisé sous réserve que les consignes de sécurité soient données au personnel.

Dans le cas des travaux de peinture et de revêtements de sols collés, les locaux devront être parfaitement ventilés. Lorsque les conditions le permettront la mise en service de la ventilation mécanique sera assurée.

Extincteurs au niveau des postes de travail.

Pour les travaux de ravalements :

- les échafaudages employés seront conformes à la réglementation en vigueur,
- tous les résidus d'enduits devront être nettoyés journalièrement afin d'éviter toute pollution du sol, les infiltrations et les éventuels écoulements de laitances vers les réseaux d'E.P.

3.15.6.6. Travaux de ravalement, intervention sur façades

Les échafaudages employés seront conformes à la réglementation en vigueur.

Tous les résidus d'enduits devront être nettoyés journalièrement afin d'éviter toute pollution du sol, les infiltrations et les éventuels écoulements de laitances vers les réseaux E.P.

3.16. Accès provisoires

3.16.1. Généralités

Des voies d'accès au chantier seront construites pour les véhicules et les piétons.

Ces voies seront prolongées par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux cantonnements. Les eaux pluviales seront drainées et évacuées.

3.16.2. Contraintes du site urbain

Les entrées et sorties des véhicules se feront sous la protection d'un chef de manœuvre qualifié.

Les piétons auront la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Le personnel des entreprises travaillant sur des parties de chantier sous circulation, devra être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, l'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

3.17. Installation électrique provisoire de chantier

3.17.1. Alimentation Générale du chantier

Bien qu'ayant un caractère provisoire, les installations électriques devront répondre aux normes en vigueur : notamment la norme NF C 15-100.

Tous les circuits seront protégés. Les appareils de protection et de commande seront contenus dans des armoires maintenues constamment fermées à clé.

3.17.2. Origine de l'installation .

L'installation électrique du chantier aura pour origine un coffret EDF installé pour les besoins du chantier.

3.17.2.1. Câble d'alimentation .

Le câble d'alimentation sera de section appropriée, calculée pour la puissance maximale utilisée sur le chantier , permettant une utilisation continue. Il sera disposé de façon à éviter tout risque de détérioration

3.17.2.2. Prise de terre

Une prise de terre provisoire sera constituée. Sa valeur ne pourra excéder 30 Ohms. Elle sera reliée à l'intérieur de l'armoire principale de chantier, sur la barrette de connexion des conducteurs de protection. Dès la confection de la prise de terre définitive de l'ouvrage , celle-ci sera interconnectée avec le prise de terre provisoire du chantier.

3.17.2.3. Armoire principale.

L'armoire principale de chantier sera d'un modèle assurant un degré de protection minimum IP 447, fermant à clé, disposée sur pieds . Elle sera implantée de façon à assurer une parfaite stabilité, en dehors des zones de circulation des véhicules et engins de façon à éviter tous risques de chocs. Elle devra être accessible à tout moment .

Son câblage sera réalisé clairement afin de permettre d'identifier les différents circuits.

Un plan de câblage mis à jour sera tenu en permanence dans l'armoire.

Cette armoire abritera les organes de commande et de protection des différents circuits. Son enveloppe extérieure sera reliée au conducteur principal de terre s'il s'agit d'une armoire métallique.

Les seuls organes accessibles de l'extérieur seront :

- une coupure d'urgence , par bouton coup de poing verrouillable
- l'organe de réarmement
 - * une commande de coupure avec dispositif de condamnation par cadenas
- les connecteurs ou prises de courant de service.

Les différents départs .

Chaque circuit sera protégé individuellement avec dispositif permettant la consignation en cas de travaux

Il sera prévu :

- une protection générale avec dispositif différentiel 300mA retardé 50 milli seconde
- un circuit d'alimentation par machine fixe (grue, bétonnière...) Aucun raccordement parallèle ne sera toléré sur les dits circuits
- un circuit d'alimentation pour la zone de vie
- un circuit d'alimentation pour la zone de travail
- un circuit d'alimentation pour l'éclairage extérieur
- un circuit d'alimentation Très Basse Tension (24 v.) pour les travaux en vides sanitaires et locaux mouillés.

3.17.3.Armoires divisionnaires

Il sera disposé autant d'armoires ou coffrets divisionnaires que nécessaire. Le minimum requis étant de un coffret ou armoire par niveau et par cage d'escalier, aucun point du chantier ne pouvant être distant de plus de 25 mètres du coffret le plus proche.

Ces coffrets, protégés par un dispositif différentiel de haute sensibilité (30 mA) , avec arrêt d'urgence par bouton coup de poing, seront maintenus fermés . Seuls, le dispositif d'arrêt d'urgence et les prises de courant seront accessibles.

Les câbles d'alimentation seront de type H 07 RNF

3.17.4.Alimentations spécifiques

La zone de vie sera alimentée depuis l'armoire principale, et protégée indépendamment de tout autre circuit.

Un tableau de protections sera disposé à l'arrivée du câble d'alimentation dans les locaux de vie, protégé par un dispositif haute sensibilité 30 mA. L'installation électrique des locaux répondra aux normes en vigueur. (séparation des circuits, mise à la terre, appareils d'éclairage fermés)

Alimentation Très Basse Tension de Sécurité

Dans le cas de travaux en vide sanitaire ou en des endroits exigus mouillés, il sera mis à disposition , à l'extérieur de ces locaux, un coffret d'alimentation en courant de sécurité TBT de 24 volts.

3.17.5.Eclairage

Deux circuits spécifiques seront prévus pour l'éclairage du chantier :

- un circuit pour l'éclairage extérieur, protégé par disjoncteur différentiel 300mA,
- un circuit pour l'éclairage des zones de travail, protégé par disjoncteur différentiel haute sensibilité 30mA.

Afin d'assurer la sécurité de la circulation des piétons et le confort visuel dans les zones de travail auront les valeurs minimales suivantes : (Art 230-2-7 du Code du Travail)

- circulation extérieure : 10 lux
- circulation intérieure : 40 lux
- zone de travail permanent : 200 lux
- zone de travail, vestiaires, sanitaires : 120 lux
- zone de stockage : 40 lux

3.17.5.1. Eclairage extérieur .

L'éclairage doit permettre la circulation sur tout le chantier et ses abords.

L'éclairage extérieur sera réalisé avec du matériel étanche. Les câbles d'alimentation, liaisons et dérivations seront inaccessibles. Les supports métalliques des appareils d'éclairage extérieur seront reliés à la prise de terre. Aucun raccordement sauvage ne sera toléré.

Les appareils d'éclairage seront disposés de manière à éviter tout risque d'éblouissement, les lampes seront de faible puissance.

En outre, des blocs de secours autonomes étanches seront disposés sur le parcours de circulation de la zone de vie à l'accès au chantier, de manière à assurer un balisage de ce cheminement en cas de coupure de courant.

3.17.5.2. Eclairage des escaliers.

L'éclairage principal sera complété dans les zones de circulation intérieures (escaliers, locaux aveugles, dégagements, ..) d'un éclairage de sécurité assuré par blocs autonomes avec signalisation (sortie, fléchage...).

Les câbles d'alimentation seront disposés de manière à ne jamais représenter une entrave à la circulation ou générer un risque de chute.

Aux abords des escaliers, une zone de transition du niveau d'éclairement sera prévue afin d'éviter le phénomène de « trou noir »

3.17.6. Outillage portatif électrique

L'outillage électrique portatif et les baladeuses seront conformes aux normes en vigueur.

3.17.7. Vérifications - Interventions

L'installation électrique provisoire sera vérifiée par une société agréée avant sa mise en service.

Les vérifications périodiques et l'entretien des installations seront assurés par du personnel qualifié .

Les coordonnées du technicien habilité à intervenir, pendant toute la durée du chantier, sur les installations électriques seront affichées en permanence dans le bureau de chantier.

Aucun raccordement ne pourra être fait sous tension .

Lors de travaux de raccordement ou d'entretien, les départs considérés seront consignés en position ouverte, fusibles retirés avec apposition d'une affichette de consignation. La consignation ne pourra être levée que par la seule personne ayant consigné .

3.18. Mesures prises en matière d'interactions sur le site

3.18.1. Travaux superposés

La superposition des tâches sera évitée ou à défaut limitée.

Chaque cas sera examiné par la Maîtrise d'Œuvre et le Coordonnateur Sécurité.

D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur (sur les façades, notamment), les entreprises devront interdire la circulation du personnel à l'aplomb de leurs postes de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place - puis la maintenance - de clôtures grillagées sur plots en béton (clôtures amovibles).

Les entrepreneurs concernés ne devront pas se contenter d'une simple signalisation (utilisation des banderoles bicolores, par exemple).

3.18.2. Protection des accès - Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par les entreprises intervenant à l'aplomb des accès aux bâtiments.

3.18.3. Mise en oeuvre de produits dangereux

Les entreprises mettant en oeuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier (flocage, sablage, utilisation de substances toxiques ou inflammables, soudure, etc.) devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyen et de résultat). : bâches, polyanes, panneaux rigides etc..

3.19. Protections individuelles

Les protections individuelles ne seront utilisées que lorsque les protections collectives ne pourront pas être mises en place.

Le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention contre le risque de chute de hauteur que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives. Dans ce cas, l'entrepreneur devra désigner une personne compétente qui:

- s'assurera que les points d'ancrage sont sûrs (accès en sécurité), résistants et en nombre suffisant,
- vérifiera l'installation du matériel (harnais, longe, ligne de vie, etc.) pour chaque salarié,
- surveillera en permanence l'exécution des travaux.

En ce qui concerne le personnel intérimaire, il est d'usage que leurs équipements soient fournis par la Société d'Intérim. En tout état de cause, c'est l'entreprise utilisatrice qui est responsable du respect de la réglementation (fourniture des équipements manquants).

Les entreprises mettront à la disposition de leur personnel les équipements et les protections individuelles adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.

Le port du casque et des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel, et ce quelles que soient l'entreprise et l'activité du salarié.

3.20. Protections contre le bruit

Conformément à la réglementation en vigueur, l'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises devront donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- ✂ réduction du bruit à la source,
- ✂ encoffrement de la source (exemple : ventilateurs...)
- ✂ suspension anti-vibratile
- ✂ éloignement des machines
- ✂ protection individuelle

Echelle du risque (décret du 21 Avril 1988)

dB (A)		CLASSE DU RISQUE POUR L'OUÏE
> 90	I	Danger avéré de lésions irréversibles (port de protections auditives obligatoire)
85 < L < 90	II	Danger présumé de lésions irréversibles (mise à disposition de protections obligatoire)
< 85	III	Compatible avec la préservation de l'ouïe.

Les entreprises doivent donc choisir leurs matériels en ne prenant que les équipements les moins bruyants.

3.21. Amiante

Le rapport de diagnostics techniques - amiante avant démolition - a été réalisé par la société VLI DIAG, 9 Rue du Soleil levant à 02680 Dallon et sous le numéro 15/IMO/0344 établi le 03/09/2015 et indique :

Il a été repéré des produits contenant de l'amiante :

Localisation :

- *Conduits fibres ciments (extérieur),*
- *Ardoises fibres-ciment (wc extérieur)*
- *Plaques en fibres-ciment (barbecue fixe)*
- *Conduits fibres-ciment (conduit de cheminées)*
- *Conduits fibres-ciment (combles)*
- *Ardoises fibres-ciment (toitures 2)*
- *Ardoises fibres-ciment (toiture 1 cuisine)*
- *Plaques en fibres-ciment (toiture 3)*

Il est en outre précisé dans le rapport que certaines parties de l'immeuble bâti concerné n'ont pas pu être visitées : extérieur et intérieur de conduits enterrés.

l'entreprise devra :

- **se rendre sur le chantier avant de répondre au présent appel d'offres,**

- prendre la mesure de l'opération de retrait à réaliser,
- prendre connaissance du rapport évoqué ci-dessus,
- signaler sans délai tout autre matériau contenant de l'amiante et qui n'aurait pas été repéré lors de ce rapport,
- procéder à la rédaction et au dépôt du plan de retrait amiante conformes à la réglementation en vigueur.

En outre, il est ici précisé que le maître d'ouvrage a décidé de faire procéder par un autre cabinet à de nouvelles investigations. En attente de l'intervention et du rapport associé.

il conviendra de

- Baliser la zone de travail, interdire l'accès (rubalise + panneaux de signalisation) ;
- Isoler le sol avec un polyane au droit de la zone d'intervention, et verticalement sur les parties adjacentes ;
- Procéder à la dépose d'éléments fixes, si possible sans les casser ;
 - En cas de découpe, utiliser des outils de coupe manuels en travaillant à l'humide ;
 - Aspirer chaque élément intègre à l'aide d'un aspirateur THE ;
 - Disposer dans une enveloppe étanche les éléments intègres d'amiante lié, à évacuer comme
 - déchets ;
 - Aspirer les éléments restant en place et les essuyer avec des lingettes ;
- Conditionner les déchets d'amiante libre (bourre, débris, lingettes...) dans un double sac étiqueté «amiante» ;
- Aspirer le sol à l'aide d'un aspirateur THE ;
- Reposer les éléments fixes, poser les éléments neufs.



Equipements de protection individuelle :



- **Combinaison** de TYPE 5
- **Gants** caoutchouc
- **Masque à ventilation assistée TM3P, cagoule ou heaume à ventilation assistée TH3P ; ou masque**
- **isolant à adduction d'air, à pression positive, avec débit réglable à la demande** pour les
 - interventions sur matériaux émissifs tels que flocage ou calorifugeage.
 - La **durée de port** des EPI et les temps de pause sont fixés par l'employeur après avis du médecin du travail.



Autres risques :



Le risque amiante est le seul risque traité dans cette fiche. Ce type d'interventions expose cependant à d'autres risques très importants, notamment :

- l'électrification, l'électrocution (appareillages électriques, utilisation d'outillage électroportatif...) ;
- les chutes de hauteur et de plain pied ;
- l'écrasement (chute de la charge lors des manutentions...) ;

- le bruit.

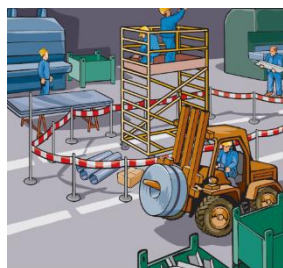
EVALUATION DES RISQUES

L'évaluation des risques, propre à chaque intervention, est réalisée à partir des résultats du repérage amiante exécuté avant les travaux et annexé au présent PGC.

Les employeurs effectuent cette évaluation selon les **neuf principes généraux de prévention**

(art. L.4121-2 du Code du travail) en tenant compte des recommandations particulières liées aux travaux de la sous section 4.

Le rapport de repérage est en annexe du présent PGC et est transmis par le donneur d'ordres à l'entreprise intervenante.



1 Éviter les risques

- contournement des zones amiantées (par ex., passage de câbles à proximité d'un faux-plafond contenant de l'amiante) ;
- mode opératoire limitant la création et la dispersion des poussières ;
- choix des implantations et des cheminements limitant les interventions dans les zones amiantées ;
- dépose des équipements contenant de l'amiante (ex. : chaudière) sans démontage sur place.

2 Évaluer les risques qui ne peuvent être évités

3 Combattre les risques à la source



- intervention sans découpe et sans casse sur éléments contenant de l'amiante ;
- humidification et surfactage (eau + tensio-actifs) des zones de travail et des matériels lors des interventions ;
- utilisation d'outils à main (coupe-tube, burin et marteau, spatule...) en travaillant à l'humide (eau additivée de tensio-actifs) ;
- utilisation d'outils électroportatifs à vitesse lente, reliés à un aspirateur à filtre de très haute efficacité (THE) ;
- réutilisation de supports existants évitant les interventions destructives (percements) ;
- décapage ponctuel de supports amiantés par produits aqueux ou jet d'eau moyenne pression.

4 Adapter le travail à l'homme

5 Tenir compte de l'état d'évolution de la technique

6 Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas ou est moins dangereux

7 Planifier la prévention

8 Prendre des mesures de protection collectives en leur donnant priorité sur les mesures de protection individuelle



- mise en place d'un balisage ;
- affichage des consignes et panneaux de signalisation ;
- confinement du local ou de la zone de travail selon la nature des interventions (travaux avec intervention sur flocage, par ex.), avec épuration de l'air (extracteur THE, épurateur THE) ;
- aménagement d'un accès unique à la zone de travail (sas à 3 compartiments, sas aménagé sur place...) avec procédure de décontamination.

9 Donner les instructions appropriées aux travailleurs

Principales obligations réglementaires (code du travail)

- Mise en œuvre des principes généraux de prévention par l'employeur (art. L.4121-2).
- Mise en œuvre des principes généraux de prévention par les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les coordonnateurs SPS (L.4531-1).
- Réalisation d'un plan de retrait soumis à l'avis de l'Inspection du Travail (L.4412-133)
- Mise à disposition de douches lors des travaux salissants, parmi lesquels ceux exposant à l'amiante (arrêté du 23 juillet 1947 modifié par l'arrêté du 30 juillet 1986).
- Travaux sur flocages et calorifugeages : interdits aux jeunes de moins de 18 ans (art. D.4153-28), aux salariés en CDD et aux salariés temporaires (art. D.4154-1).
- Information et formation de l'encadrement et des opérateurs sur le risque amiante (art. R.4412-98).
- Contrôle des niveaux d'empoussièrement « amiante » au poste de travail, dans des situations significatives d'exposition des salariés (art. R.4412-105 à R.4412-109).
- Fiche d'aptitude médicale établie par le médecin du travail (art. R.4412-44).
- Mode opératoire établi par l'employeur, décrivant les modalités d'intervention, les protections mises en œuvre... (art. R.4412-140).
- Notice destinée à informer le salarié avant intervention sur matériaux amiantés : méthodes, équipements de travail, EPI (art. R.4412-39 et R.4412-97) ; cette notice est transmise au médecin du travail pour avis.
- Fiche d'exposition établie par l'employeur, tenue à disposition du salarié et transmise au médecin du travail (art. R.4412-41, R.4412-42 et R.4412-110).
- Surveillance médicale renforcée mise en pratique par le médecin du travail (art. R.4412-138).
- Attestation d'exposition établie par l'employeur et le médecin du travail d'après les fiches d'exposition ; à remettre au salarié lorsqu'il quitte l'entreprise (art. R. 4412-58).

Procédures communes

- Consignes



- Prendre les mesures de prévention pour éviter les autres risques : chute de hauteur, électrisation ;
- utiliser des outils électroportatifs à vitesse lente, reliés à l'aspirateur THE ;
- ne pas manger, ne pas boire, ne pas fumer ;
- prendre une douche en fin de poste

- Procédures d'habillage/décontamination/déshabillage



Habillage :

- Mettre la combinaison, puis les gants ;
- scotcher les poignets ;
- positionner le masque ;
- mettre la capuche au-dessus du masque.

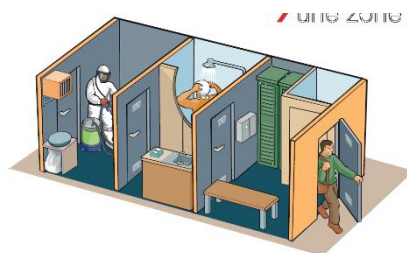
Décontamination / déshabillage :

- Aspirer la combinaison, la pulvériser de surfactant ;
- nettoyer le masque toujours positionné sur le visage avec une lingette et/ou à l'aide
- ôter la capuche ;
- nettoyer le masque toujours positionné sur le visage avec une lingette et/ou à l'aide d'une douchette
- mettre le tout dans un sac à déchets ;
- en dernier, poursuivre l'essuyage du masque avec une lingette ou un

chiffon propre, puis enlever le masque.

- Zone d'accès et de décontamination adaptée à chaque métier
 - En fonction de l'évaluation des risques et de l'espace disponible, la zone de décontamination pourra être :
 - une unité mobile de décontamination à trois compartiments ;
 - une zone aménagée avec trois compartiments fabriqués sur place ;
 - une zone aménagée, avec SAS préfabriqué à trois compartiments ;
 - une zone aménagée in situ.

Par sas à trois compartiments ou cinq si possible:



- un compartiment « zone propre », comprenant des armoires vestiaires pour vêtements propres ;
- un compartiment « zone centrale », comprenant douchettes, lingettes, armoires et patères pour les équipements de protection respiratoire passés sous la douchette, linge et nécessaire de toilette (nettoyage du nettoyage du masque et retrait de celui-ci) ;
 - un compartiment « zone polluée », comprenant des conteneurs à déchets et un aspirateur THE pour la décontamination des vêtements de travail (aspiration et pulvérisation de surfactant, retrait de la capuche, des gants, des surbottes et de la combinaison) ;

- Nettoyage et évacuation des déchets amiantés

Nettoyage après intervention :

- procéder à un examen visuel afin de détecter et d'éliminer les déchets éventuels ; les humidifier, les collecter et les conditionner dans un double sac étiqueté « amiante » ;
- fixer les fibres résiduelles en pulvérisant un surfactant sur les protections en polyane avant évacuation ;
- enlever le polyane au sol en le roulant et l'évacuer dans le sac à déchets ;
- nettoyer l'outillage à l'aide de lingettes ou de chiffons humides à jeter dans le sac à déchets ;
- aspirer la zone susceptible d'avoir été polluée à l'aide de l'aspirateur THE et éventuellement
- compléter par un essuyage à l'aide de chiffons humides ;
- emballer l'aspirateur sauf si le sac est plein ; dans ce cas, appliquer la procédure d'enlèvement du sac.

Évacuation des déchets amiantés :



- regrouper et évacuer les déchets amiantés au fur et à mesure de l'avancée des travaux en les conditionnant en double sac étiqueté « amiante » ou sous film plastique pour les déchets de grandes dimensions ; fermer les sacs ou le film au moyen d'adhésifs ;
- conditionner dans un double sac étiqueté « amiante » les déchets d'amiante libre : équipements de protection individuelle (EPI) à usage unique souillés (filtres, combinaisons, gants), polyane, sacs à manches, chiffons, lingettes, débris... ;
- évacuer les déchets d'amiante libre vers une installation de stockage de classe 1 (déchets dangereux), une unité de vitrification, une déchetterie ou un centre de regroupement acceptant les déchets amiante en petites quantités ; établir un BSDA (bordereau de suivi de déchet amiante).
- les déchets d'amiante lié intègres (amiante ciment, dalles vinyle amiante...) seront éliminés vers des installations de stockage de classe 2 (déchets non dangereux) ou de classe 3 (déchets inertes) ; établir un BSDA (bordereau de suivi de déchet amiante).

En outre, l'entreprise communiquera au CSPS les résultats des mesures initiales et libératoires et établira, une fois l'intervention terminée, un certificat de mise à disposition.

4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Il est ici rappelé que le chantier se situe en hyper centre, et qu'il convient de veiller à ce que :

- Le chantier soit toujours propre, tant au niveau de ces abords et que dans son intérieur,
- Les abords du chantier devront être éclairés autant que de besoin,
- Les clôtures fermées autant pendant qu'en dehors des périodes de travaux.
- Les bruits de chantier devront être réduits au minimum afin de respecter la tranquillité des voisins.

La propreté du chantier est l'affaire de chaque entreprise qui devra veiller à sa bonne tenue.

Des indications « chantier interdit au public » seront placées en nombre suffisant, et au moins à chacune des extrémités de chantier.

Des clôtures devront être installées notamment :

- Sur le devant du chantier :
- Sur l'arrière du chantier :

Les DICT seront à demander auprès des organismes concessionnaires, le CSPS demande de lui fournir également le retour des dict. (en cas de besoin)

5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANTE

5.1. Nettoyage - Evacuation des gravats et déchets

5.1.1. Généralités

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des gravats, débris et emballages produits par ses travaux.

Les zones de stockage pour chaque entreprise seront indiquées sur le plan d'installation de chantier.

5.1.2. Nettoyage du chantier

a/ Agent de propreté

L'entreprise générale ou de Gros-Œuvre aura pour mission :

- de veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- d'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- de provoquer les nettoyages à charge des entreprises défaillantes.

b/ Moyens à mettre en œuvre

L'entreprise générale ou de Gros-Œuvre précisera dans son offre l'inventaire des moyens d'évacuation des gravats qu'elle propose de mettre en œuvre, par exemple :

- goulottes plastiques,
- bennes légères à distribuer dans le bâtiment,
- bennes lourdes à l'extérieur du bâtiment (implantation, rampes pour bennes légères, etc.).

5.1.3. Nettoyage des abords et des sorties du chantier

Les abords et les sorties du chantier seront maintenus dans un état de parfaite propreté. Tout manquement à cette prescription pourra être sanctionné par un arrêt des travaux de l'entreprise défaillante.

Un dispositif destiné à assurer le nettoyage des roues des camions devra obligatoirement être installé par l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre à chacune des sorties des emprises du chantier.

Description sommaire du poste de nettoyage des roues :

- ↳ une plate-forme béton avec caniveaux et conduites d'évacuation des eaux de lavage, une alimentation en eau à 2 bars + accessoires de lavage,
- ↳ un manœuvre permanent,
- ↳ un forfait entretien, nettoyage, évacuation des terres en décharge publique.

L'eau de lavage devra être décantée avant rejet à l'égout avec obligation de maintenir ou de restituer les biefs situés en bordure de trottoir pour éviter toute stagnation des eaux de pluie ou de lavage près ou dans les emprises, et éviter de gêner ou d'empêcher les lavages faits par le service de nettoyage.

A cet effet, il sera procédé à un constat en présence du gestionnaire du réseau d'assainissement avant tout début des travaux et après la fin de ceux-ci.

Les frais résultant de la remise en état éventuelle des égouts seront à la charge de l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre.

Il est fait obligation d'établir et d'entretenir des protections efficaces à la limite et dans les emprises pour éviter de nuire de quelque manière que ce soit aux piétons ou aux véhicules passant en limite du chantier. Il est entendu que l'entrepreneur reste seul responsable des dommages et accidents occasionnés par des projections de solides ou de liquides et par les chutes de tous matériels ou matériaux.

5.1.4. Nettoyage et désinfection des installations sanitaires communes

Nettoyage quotidien par l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre.

5.1.5. Mesures en cas de carence de l'entreprise

Sur simple constat du Maître d'Œuvre d'Exécution ou du Coordonnateur Sécurité, et sans mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante.

6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNES AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

6.1. Généralités

Dès la signature du marché, chaque entrepreneur désignera un responsable de chantier déterminé et établira un organigramme nominatif du personnel d'encadrement.

Cet organigramme indiquera notamment l'organisation de l'entreprise pour assurer, en dehors des heures de travaux, une permanence en personnel (encadrement et ouvriers) et en matériel suffisante pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident ou accident survenant du fait du chantier.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique et d'une fuite de gaz doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

Des moyens de communication fiables devront relier les postes de travail et les responsables de chantier situés à l'extérieur de l'ouvrage.

Le Coordonnateur devra être informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits. L'inspection du travail, la CARSAT, et l'O.P.P.B.T.P. devront également être avisés dans les 48 heures.

L'entreprise générale ou de Gros-Œuvre devra afficher dans les cantonnements les différents numéros d'appel d'urgence.

6.2. Téléphone de secours

Un poste téléphonique demeurant accessible au personnel durant la totalité des périodes d'activité du chantier sera installé par l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre.

Ce poste devra permettre l'appel des numéros 15 et 18 sans l'usage d'une pièce ou d'une carte téléphonique.

L'emplacement de cet appareil fera l'objet d'une note d'information diffusée par l'entreprise générale ou de Gros-Œuvre.

Une liste des différents numéros d'appel d'urgence sera affichée à côté du téléphone.

Il peut être fait usage de téléphone portable, appel d'urgence par le 112

6.3. Matériels de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

Boîte de Secours - (boîte à maintenir complète)

- Coussin hémostatique 1 unité

(Type CHUT)

- Couverture isothermique 1 unité
- Echarpe de toile (triangle, rectangle,

- ou isocèle) de 1 mètre de côté. 2 unités
- Sacs plastique de: 0,25m X 01 1 5 2 unités
- Epingles de sûreté 12 unités
- Matériel de petits soins
- Compresse grand modèle 20 unités
(0,30 m X 0,30m)sous conditionnement individuel
- Pansements auto-adhésifs 10 unités
(assortiment sous conditionnement individuel)
- Bandes de gaze élastiques (type nylex)
(3m X 0,07m) 3 unités
(3m X 01 1 0m) 3 unités
- Bande de toile non extensive 1 unité
(4m X 01 1 0m)
Pour contention
- Flacon compte-gouttes pour détergent 2 flacons de 125 ml
Antiseptique (type Bétadine, Septivon
Hexomédine)
- Sparadrap déchirable (5m X 0,02m) 1 unité
- Liquide de bain oculaire 1 flacon de 125ml
- (type Dacryosérum)
- Pince à écharde 1 unité
- Paire de ciseaux à bouts ronds 1 unité
- Sachet de gants à usage unique 1 sachet de 10

6.4. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5 pour cent du personnel du chantier devra être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. devront avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et colleront, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

6.5. Infirmier

A aucun moment, au cours de l'exécution des travaux, l'effectif du chantier n'atteindra 200 personnes ; il ne sera donc pas mis d'infirmier sur le site.

6.6. Travail isolé

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

6.7. Protection contre l'incendie

6.7.1. Généralités

Les entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.).

Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur Sécurité.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les entreprises (à la pause du midi et le soir à la fin du travail).

Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds devront approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs.

L'utilisation de sources de chaleur pour certains travaux (étanchéité, soudures, etc.) feront l'objet de demande de permis de feu auprès du Maître d'Œuvre d'Exécution.

L'entreprise générale ou de Gros-Œuvre placera au moins un extincteur par niveau (emplacement à porter à la connaissance de l'ensemble du personnel de chantier).

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier, dans la zone réservée aux cantonnements et dans toutes les emprises mises à la disposition des entreprises.

10 % des salariés travaillant sur le site devra connaître le maniement des extincteurs.

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS : LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)

7.1. Obligations des entreprises

7.1.1. Observation importante :

L'intervention du Coordonnateur Hygiène Sécurité ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé, vis à vis des tiers et de leur personnel.

Dans le cas d'une situation jugée préoccupante au niveau de la sécurité ou de la protection de la santé, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire intervenir le Coordonnateur, en dehors de la mission qui lui a été initialement confiée. Les frais complémentaires seront à la charge de l'entreprise défaillante qui aura motivé cette intervention complémentaire.

Il est rappelé que s'il constate un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un travailleur, l'Inspecteur du Travail peut saisir le Juge des Référé pour une fermeture temporaire du chantier (art. L.263-1 du Code du Travail). S'il s'agit d'une absence de dispositif de protection contre la chute de hauteur ou l'ensevelissement, l'inspecteur du Travail lui-même peut directement prescrire l'arrêt de la partie des travaux en cause.

L'entreprise responsable aurait, alors, à en subir toutes les conséquences pénales et financières.

Outre les dispositions réglementaires, il est demandé à chaque entreprise de nommer un responsable investi des pouvoirs permettant de faire respecter les règles de sécurité ainsi que les observations du Coordonnateur.

7.1.2. Tenue des délais

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en oeuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

7.2. Entreprises titulaires du lot

Avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de lot devront remettre au Coordonnateur Sécurité un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

7.2.1. Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le P.P.S.P.S. est un outil de travail du chantier.

C'est un document qui indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnels pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter.

Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le Plan Général de Coordination.

Le P.P.S.P.S. est destiné à servir de guide et d'aide-mémoire aux personnels d'encadrement et d'exécution qui l'utiliseront pour l'exécution de leurs tâches.

L'entrepreneur utilisera également son P.P.S.P.S. - en le commentant - pour assurer l'information et la formation à la sécurité de son personnel ainsi que de chaque nouvel arrivant sur le chantier.

7.2.2. Contenu du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Le P.P.S.P.S. doit comporter au moins quatre parties et des annexes.

*** 1ère partie : renseignements généraux**

↳ Renseignements concernant l'opération:

- nom et adresse du chantier,
- description sommaire de l'opération,
- noms et adresses du Maître d'Ouvrage, du ou des Maîtres d'Oeuvre, du Coordonnateur Sécurité et des Organismes Officiels de Prévention (Inspection du Travail, C.R.A.M., O.P.P.B.T.P.)
- durée globale de l'opération.

↳ Renseignements concernant l'entreprise :

- raison sociale et coordonnées (adresse, n° de téléphone et de télécopie) de la société,
- noms des responsables des travaux (au siège et sur le chantier),
- nom du secrétaire du C.H.S.C.T. (ou à défaut, du représentant des Délégués du Personnel),
- nom et coordonnées du Médecin du Travail,
- nom et fonction de la personne ayant délégation de pouvoirs pour prendre, à tout moment, toutes les dispositions utiles et nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des personnels du chantier et éventuellement des tiers.

↳ Renseignements concernant les travaux confiés à l'entreprise :

- numéro et désignation du lot de travaux,
- phasage et description sommaires des travaux,
- lieux d'intervention (bâtiments, niveaux, etc.) avec indication des hauteurs de travail,
- dates et durée des travaux,
- courbe des effectifs employés sur le chantier,
- horaires de travail.

*** 2ème partie : dispositions en matière de secours et d'évacuation**

↳ Consignes de premiers secours : conduite à tenir en présence d'un blessé et d'un malade.

↳ Liste des secouristes formés et recyclés avec indication des dates des formations et des recyclages.

↳ Enumération du matériel médical existant sur le chantier :

- liste des matériels communs (nacelles, brancards, etc.),
- localisation et contenu de la boîte de premiers secours.

↳ Mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport vers un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves: consignes pour l'appel des secours extérieurs.

↳ Dispositions prévues pour l'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, etc. (formation du personnel, affichage, exercices périodiques, etc.).

✱ 3ème partie : hygiène des conditions de travail et des locaux destinés au personnel

⇒ Hygiène des conditions de travail et protection de la santé des personnels:
- nature des produits dangereux utilisés dans le chantier (les fiches de données de sécurité de ces produits seront annexées au P.P.S.P.S.)
- énumération des mesures de prévention prévues pour protéger la santé des personnels contre les risques apportés par ces produits.

⇒ Hygiène des locaux destinés au personnel :
- mention des installations prévues (vestiaires, réfectoires et sanitaires),
- nature, surface et emplacement de ces installations,
- capacité d'accueil et date de mise en service,
- équipement : indication de l'entreprise qui fournit les armoires, bancs, tables, chaises, chauffe-gamelles, etc.
- nom de l'entreprise assurant le nettoyage quotidien et la maintenance de ces installations ainsi que l'équipement des sanitaires en papier, savon et essuie-mains,
- énumération des moyens de lutte contre l'incendie disponibles dans la zone cantonnement.

✱ 4ème partie : dispositions de sécurité et de protection de la santé

⇒ Mesures spécifiques prises par l'entrepreneur destinées à prévenir les risques découlant:
- de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise (ou du travailleur indépendant),
- des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

⇒ Description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier.

⇒ Dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

- analyse détaillée :
. des procédés de construction et d'exécution,
. des modes opératoires.

- énumération :
. des moyens d'approvisionnement (verticaux et horizontaux) prévus pour éviter le recours à la manutention manuelle des charges par les travailleurs,
. des dispositions prises pour nettoyer les zones de travail et évacuer les gravats,
. des matériels de production,
. des installations de chantier (stockage, magasin, atelier, etc.),
. des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération.

- définition des risques prévisibles liés :
. aux modes opératoires,
. aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre,
. aux substances ou préparations utilisées,
. aux déplacements du personnel,
. à l'organisation du chantier.

à - indication des mesures de protection collectives ou, à défaut, individuelles adoptées pour parer ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.

- énoncé des mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

✱ Annexes :

- ☞ Des plans indiquant la localisation du chantier, les accès pour le personnel et les livraisons, l'emplacement des installations de chantier, des cantonnements, etc.
- ☞ La copie de l'affiche relative aux consignes pour l'appel des secours extérieurs.
- ☞ Des schémas et croquis détaillés représentant des phases de travail ou des opérations particulières, avec indication des matériels utilisés et des dispositifs de protection ; si ces croquis ne sont pas à l'échelle, ils devront être cotés.
- ☞ Les fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés.
- ☞ Les notices ou descriptifs sommaires des matériels mis en oeuvre (machines, engins, nacelles, plates-formes élévatrices, échafaudages, etc.).
- ☞ Un tableau récapitulatif indiquant, pour chaque matériel, les dates des vérifications réalisées par les organismes agréés.

7.2.3. Additifs au Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P.P.S.P.S., les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en oeuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur sécurité ainsi qu'aux autres destinataires du P.P.S.P.S. (organismes de prévention, utilisateurs, etc.).

7.2.4. Modalités de transmission du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

L'entrepreneur dispose de **trente jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'Ouvrage** pour établir et remettre son P.P.S.P.S. au Coordonnateur Sécurité. L'entreprise sera tenue de fournir le nombre d'exemplaires demandé par le Coordonnateur.

D'un autre côté, l'entreprise devra fournir son P.P.S.P.S. 15 jours avant le début de ses travaux au coordonnateur. En effet, en fonction de la consistance du P.P.S.P.S., le Coordonnateur pourra le refuser en justifiant toutefois, par écrit, sa décision. L'entrepreneur sera alors tenu de modifier et de compléter son P.P.S.P.S. en tenant compte des demandes du Coordonnateur.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.

L'entrepreneur chargé du gros oeuvre ou du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.235-6 du Code du Travail, adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, C.R.A.M., O.P.P.B.T.P.), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

L'entrepreneur le tient constamment à la disposition de l'inspection du travail.

Il devra être conservé par l'entrepreneur pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.

7.3. Sous-traitants

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration du P.P.S.P.S. des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le P.G.C..

Le sous-traitant doit disposer de **trente jours à compter de la réception du contrat** signé par l'entrepreneur pour établir le P.P.S.P.S.. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux du second oeuvre.

Le P.P.S.P.S. du sous-traitant devra obligatoirement posséder, comme page de garde, la feuille (à remplir, à dater et à signer) figurant à l'annexe 2 du présent document.

7.4. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- ⇒ à l'obligation de remettre au Coordonnateur Sécurité un Plan Particulier de Sécurité
- ⇒ aux mesures générales de protection et de solidarité
- ⇒ aux modalités de l'évaluation des risques pour la Santé et la Sécurité liés aux choix des précédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail et dans la définition des postes de travail.
- ⇒ aux actions des Organismes Professionnels d'Hygiène et de Sécurité et des conditions de travail.
- ⇒ aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses.
- ⇒ à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme.
- ⇒ à mettre en oeuvre, vis à vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention;
- ⇒ au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

7.5. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S. au Coordonnateur Sécurité entraînera une pénalité de 2000 euros et l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise principale (entreprise ayant sous-traité ses travaux) et le sous-traitant sera expulsé.

Une pénalité de 100 euros par jour calendaire sera appliquée en cas de non transmission dans les délais fixés par le Coordonnateur Sécurité:

- d'un P.P.S.P.S. modifié suite aux observations du Coordonnateur,
- d'un additif au P.P.S.P.S. (interdiction de débiter les travaux concernés par l'additif).

8. ROLES ET ATTRIBUTIONS DU COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le Coordonnateur de Sécurité, sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage :

- 1) s'assure de l'envoi de la déclaration préalable,
- 2) Veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L. 235- 1 et L. 235-18 du Code du Travail soient effectivement mis en oeuvre,
- 3) Elabore le plan général de coordination, en concertation avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'oeuvre,
- 4) Ouvre un registre - journal de la coordination,
- 5) Organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé; à cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont notamment précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé,
- 6) Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent,
- 7) Tient à jour et adapte le Plan Général de Coordination et veille à son application,
- 8) Fait mettre en place les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- 9) Consigne sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :
 - a) les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au § 5 ci dessus, qu'il fait viser par les entreprises concernées,
 - b) les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Ouvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle,
 - c) dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour,
- 10) Met en œuvre de façon cohérente les principes généraux de Prévention notamment en ce qui concerne :
 - ↳ la maintenance du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant,

- ↳ le choix de l'emplacement des postes de travail, en prenant en compte les conditions d'accès à ces postes, et la détermination des voies ou zones de déplacement ou de circulation,
 - ↳ les conditions de manutention des différents matériaux,
 - ↳ l'entretien, le contrôle avant mise en service et le contrôle périodique des installations et dispositifs afin d'éliminer les défauts susceptibles d'affecter la sécurité et la santé des travailleurs,
 - ↳ la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
 - ↳ les conditions de l'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
 - ↳ le stockage et l'élimination ou l'évacuation des déchets et des décombres,
 - ↳ l'adaptation, en fonction de l'évolution du chantier, de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail,
 - ↳ la coopération entre des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- 11) D'une façon générale le Coordonnateur prend toute mesure utile pour le respect des principes généraux de prévention précédemment cités.
- 12) Le coordonnateur constitue le dossier d'intervention ultérieure selon les articles R 238.37 - R 238.38 - R 238.39 du Code du Travail, à partir des éléments fournis par la maîtrise d'oeuvre et des entreprises.

Le Maître d'ouvrage veille à ce que le Coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération, aux réunions organisées par le Maître d'Œuvre, pour toutes les options ou décisions ayant une incidence directe ou indirecte sur la prévention de la sécurité ou de la santé.

Le Coordonnateur est destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par le Maître d'Œuvre dans ce domaine.

La Maîtrise d'Œuvre tient compte, lorsqu'elle les estime justifiées, des observations du Coordonnateur ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

Le Maître d'ouvrage dans son contrat avec le coordonnateur lui confère l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

EN CAS D'ACCIDENT

**Appelez
Les
Secours**



et dites :

1. ICI CHANTIER

à Ribemont - 91, Avenue Paul Lefevre

Point de repère :

TELEPHONE

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER.



A PREVENIR IMMEDIATEMENT

INSPECTION DU TRAVAIL	03 23 20 48 27	OPPBTP	03.22.95.10.18
CARSAT	03.20.05.61.61	MEDECINE DU TRAVAIL	
Pascal HIRSON	06.14.69.51.04	L'ENTREPRISE	

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS	18	CENTRE ANTI-POISON	
SAMU	15	MEDECIN	
POLICE - GENDARMERIE	17	OPHTALMO	
SECOURS EDF		SECOURS GDF	

FICHE D'ACCUEIL

ENTREPRISE FICHE D'ACCUEIL ET DE FORMATION	CHANTIER :							
Nom : Prénom : Signature	* <i>Installat ion de chantier</i>	* <i>Présentation des travaux</i>	* <i>Circulation et accès</i>	* <i>Risques prévention au poste de travail</i>	* <i>Equipement individuel</i>	* <i>Dispositions en cas d'accident</i>	ACCUEIL	
							<i>Date</i>	<i>Durée</i>

* Porter une croix dans les colonnes correspondant à l'information

Chef chargé de l'accueil :

NOM :

Fonction :

Signature :

ANNEXE 3**METHOLOGIE GLOBALE D'EXECUTION DES TACHES**

LOT N° :

ENTREPRISE : Raison sociale

Adresse

☎

ou ☐ *Entreprise principale*
☐ *Entreprise sous-traitante ou co-traitante de l'entreprise*

A remplir par les entreprises soumissionnaire et à joindre à leur offre

ANALYSE DES TACHES ET DES MESURES DE PREVENTION CORRESPONDANTES

Il s'agit ici d'analyser les différentes phases de l'opération pour mettre en évidence les risques potentiels et les mesures de prévention correspondantes.

DEFINITION DES TACHES	NATURE DU RISQUE	MESURES DE PREVENTION	BESOINS EXPRIMES *

* Besoins exprimés : exemple = sol préparé pour recevoir un échafaudage

MOYENS OU MATERIELS DEMANDES A L'ENTREPRISE PRINCIPALE

Electricité Air comprimé

Eau Gaz

Autres

TRAVAUX NECESSITANT UNE "AUTORISATION D'EFFECTUER"

Permis de feu, pistolets de scellement, travaux sur installation électrique, autres :

.....

.....

- **Formation du personnel**

EXEMPLES D'ANALYSE DE RISQUES

NATURE DES TRAVAUX ET MOYENS EMPLOYES	RISQUES ENCOURUS	
Marteau piqueur, démolisseur	Eclats, chutes de gravats	
Pioche	Eclats, rupture	
Chalumeau	Brûlure	
Cric	Rupture Effondrement brutal	
Câble	Rupture du câble Rupture des attaches Effondrement inopiné	
Treuil	Rupture du moteur Rupture freins	
Boule ou boulet	Effondrement aléatoire des zones à démolir	
Usage du B.R.H. - Cartouche gaz, etc..	Eclat Zone de manoeuvre Collisions	
Lance thermique	Projection Brûlure	
Démolition de planchers, de couvertures, etc	Chutes de hauteur Blessures pieds et mains Projection de matériaux	
Manutention des charges	Chute des charges Blessures pieds et mains	
Démolition de canalisations	Blessures par explosion ou incendie Brûlures, etc. Risques pour l'environnement : chutes, éclats, incendie	